



Libération

EUROPE

URSULA, J'AI UN COPAIN À RECASER

L'annonce fracassante de la démission du commissaire européen Thierry Breton, lundi, met en lumière la perte d'influence de la France à Bruxelles et la fébrilité d'Emmanuel Macron, qui cède face à Ursula von der Leyen pour placer un de ses proches, Stéphane Séjourné.

PAGES 2-4

Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen, en juin 2023. à Bruxelles. PHOTO JOHANNA GERON REUTERS



M 00135 - 917 - F - 2,70 €



ÉTATS-UNIS

L'homme qui avait Trump en ligne de mire

PAGES 8-9

JUSTICE

Viols de Mazan: la mise à nu d'un boys club

PAGES 20-21



GAMILLE MCCOAT

PORTRAIT

Daisy Ridley, de «Star Wars» à Deauville

PAGES 28

EDITORIALPar
**ALEXANDRA
SCHWARTZBROD****Influence**

Les autorités françaises, cet été, n'en finissent pas de se donner en spectacle, pour le meilleur (les Jeux olympiques) et pour le pire (les coups de théâtre et atterrissements politiques). Après les épisodes à suspense de la dissolution, du choix du Premier ministre puis de la composition du gouvernement, voilà celui du commissaire européen de la France qui démissionne avec fracas sur les réseaux sociaux à la veille de la première journée de la plénière du Parlement européen. Objectivement, ça fait désordre.

On savait les relations entre Thierry Breton et Ursula von der Leyen houleuses, la seconde ne supportant plus la place et les libertés prises par le premier : l'ex-ministre français des Finances avait ouvertement engagé au printemps une campagne contre la reconduction d'Ursula von der Leyen à la tête de la Commission, lui reprochant une éthique douteuse, et s'était fendu cet été d'un avertissement en solo à Elon Musk qui n'avait guère été apprécié en haut lieu à Bruxelles. Bref, le torchon brûlait. Mais s'il ne s'agissait que du choc de deux ego, ce ne serait pas dramatique, les politiques nous en ont donné l'habitude. Le plus important, c'est le nom du successeur de Breton et surtout son périmètre d'activités. Or, l'enceinte du communiqué du commissaire démissionnaire était à peine sèche que l'Elysée annonçait proposer la nomination du ministre des Affaires étrangères démissionnaire, Stéphane Séjourné, à un poste qui couvrirait « les enjeux de souveraineté industrielle, technologique et de compétitivité européenne ».

Un proche d'Emmanuel Macron, donc, qui n'a pas hésité à sacrifier Breton pour garder la main sur les affaires européennes, mais sur un périmètre qui ne semble pas intégrer la défense, un dossier crucial à l'heure du réarmement général. Cela signifie que la France a sacrément perdu en influence. Ursula von der Leyen a-t-elle gagné en fermeté pour autant ? Elle s'est débarrassée d'un ennemi mais elle n'est toujours pas parvenue à obtenir la parité au sein de ses commissaires. La France n'avait-elle donc aucune femme de valeur à proposer ?

COMMISSION EUROPÉENNE

Mais qui a tué Thierry Breton ?

L'annonce, lundi, de la démission du commissaire français a créé la stupeur. En réalité, son sort était scellé depuis une dizaine de jours par Macron et Von der Leyen. Une partie de poker peu glorieuse qui illustre la faiblesse du président français.

Par
JEAN QUATREMER
Correspondant européen

Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen offrent à l'Europe une pièce de boulevard dont ni la France ni l'Union européenne ne sortiront grands. Lundi matin, Thierry Breton, le commissaire européen français sortant et désigné pour effectuer un nouveau mandat de cinq ans au sein de la Commission européenne par le chef de l'Etat, le 25 juillet, a présenté sa démission avec « effet immédiat » à la présidente de l'exécutif européen. Une annonce fracassante manifestement destinée à tirer le tapis sous les pieds de Macron puisqu'il était prévu que l'Elysée annonce lundi qu'il serait remplacé par Stéphane Séjourné, patron de Renaissance et brièvement ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Gabriel Attal. Un recasage en extrême, l'annonce de la répartition des portefeuilles entre les 26 membres du futur exécutif européen devant avoir lieu ce mardi matin à Strasbourg, devant le Parlement européen.

À Bruxelles, la stupeur est totale : jamais dans l'histoire européenne un grand pays comme la France n'a changé de cheval au dernier moment, surtout s'agissant d'un commissaire sortant promis à devenir un poids lourd dans le nouvel exécutif, comme cela a toujours été le cas pour ceux qui ont appris à maîtriser les complexes rouages communautaires. Ce coup de Jarnac souligne à la fois la fébrilité et la faiblesse d'Emmanuel Macron qui ne semble plus rien maîtriser, y compris dans l'un des dossiers

où il a montré un indéniable savoir-faire au cours des sept dernières années, l'Europe. « Après avoir dissous l'Assemblée, Macron a décidé de dissoudre Thierry Breton », résume, amusé, un député européen allemand.

FORTE TÊTE

Que s'est-il passé ? L'éviction de Breton, commissaire chargé du Marché intérieur, de la Politique industrielle, du Tourisme, du Numérique, de l'Audiovisuel, de la Défense et de l'Espace, avait été demandée à plusieurs reprises par Ursula von der Leyen qui déteste cette forte tête qui n'a pas hésité à lui mettre des bâtons dans les roues et à la critiquer publiquement pour son mode de gouvernance autoritaire. C'est d'ailleurs ce qu'affirme sans tarder le commissaire français dans sa lettre de démission : « *Après quelques jours, vous [Ursula von der Leyen, ndr] avez demandé à la France de retirer mon nom – pour des raisons personnelles dont vous n'avez jamais discuté directement avec moi – et offert, en compensation, un prétendu portefeuille plus influent pour la France dans le futur collège.* » Dès lors, « la lumière de ces derniers développements, qui témoignent d'une gouvernance douteuse, je dois conclure que je ne peux plus exercer mes fonctions au sein du collège », écrit-il.

Selon nos informations, la présidente de la Commission a expliqué à Emmanuel Macron qu'elle reprochait à Breton d'avoir fait publiquement obstacle à la nomination, en avril, d'un député européen, Markus Pieper, comme « représentant de l'UE pour les PME », une fonction jusque-là honorifique, mais transformée pour l'occasion en poste grassement payé (plus de 20000 eu-

ros par mois pour un contrat de quatre ans qui pourrait être prolongé de deux ans). Du pur clientélisme puisqu'il s'agissait d'une demande directe des chrétiens-démocrates allemands de la CDU, son parti, qui voulait lui trouver un point de chute après vingt ans passés au Parlement européen afin de faire de la place à du sang neuf.

En voulant passer sur le corps de Thierry Breton – la nomination ayant eu lieu en son absence alors qu'elle relève de ses prérogatives – et en tordant les règles de recrutement afin de complaire à son parti, Von der Leyen a suscité une levée de boucliers parmi les commissaires socio-démocrates et centristes et les eurodéputés (seuls les conservateurs du PPE la soutenant), ce qui l'a contrainte à reculer, montrant ainsi qu'elle n'était pas toute-puissante. Pour ne rien arranger, durant la campagne des européennes, Thierry Breton l'a taclée publiquement à plusieurs reprises sur son mode de gouvernance autoritaire ou encore en soulignant l'absence d'enthousiasme du PPE, largement à la main de la CDU, à la soutenir pour un nouveau mandat. « *Malgré ses qualités, Ursula von der Leyen mise en minorité par son propre parti* », avait-il twitté sur X (anciennement Twitter) le 7 mars. « *La vraie question désormais : Est-il possible de (re)confier la gestion de l'Europe au PPE pour cinq ans de plus, soit vingt-cinq ans d'affilée ?* » Le PPE lui-même ne semble pas croire en sa candidature, ajoutait-il.

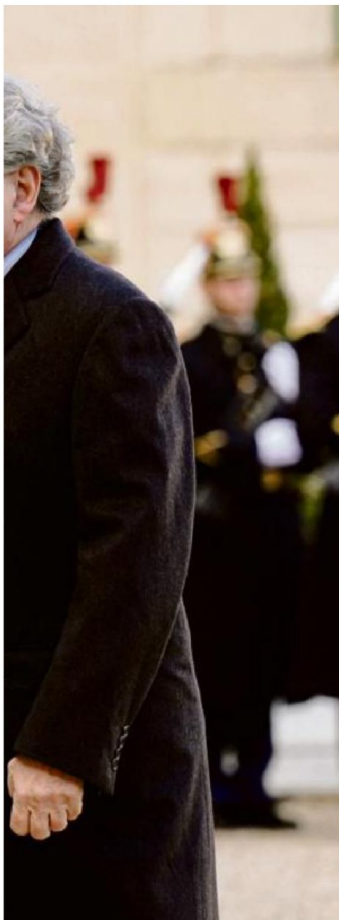
BRAS DE FER

D'autre part, Ursula von der Leyen aurait fait valoir au président de la République que le père de la législation réglementant les plateformes

numériques (connue sous le nom de DMA-DSA) avait de trop mauvais rapports avec les entreprises américaines du secteur, ce qui risquait de compliquer la relation transatlantique, surtout en cas de réélection de Donald Trump. Elle fait ici allusion à la partie de bras de fer engagée cet été par le commissaire français avec le libertarien Elon Musk, patron de X, accusé de violer la loi européenne. Il faut voir là le tropisme américain d'Ursula von der Leyen et de Björn Seibert, son tout-puissant chef de cabinet, qui les conduit à prendre d'abord par réflexe la défense des intérêts américains. Ainsi, le duo s'est d'abord félicité de l'IRA américain (loi visant à réduire l'inflation) sur la transition verte avant de se faire reprendre par la France qui leur a fait remarquer qu'il s'agissait d'une législation protectionniste destinée à attirer à coups de subventions les entreprises européennes aux Etats-Unis...

A priori, ces éléments constituaient autant de raisons de maintenir Thierry Breton à son **Suite page 4**





**A gauche : Thierry Breton en janvier à l'Élysée.
A droite : Stéphane Séjourné en août à l'Élysée.**

PHOTOS DIMITAR DILKOFF, AFP

Stéphane Séjourné, la promotion d'un fidèle parmi les fidèles de Macron

Enfant gâté du macronisme, le secrétaire général de Renaissance a été choisi par le Président pour remplacer Thierry Breton après huit mois sans éclats au Quai d'Orsay, un portefeuille déjà convoité.

Voilà un homme qui aurait les qualités de ses défauts. A en croire ses soutiens, c'est justement parce que Stéphane Séjourné est timide, fuyant les micros comme la peste et, selon ses détracteurs, inaudible au Quai d'Orsay, qu'il est taillé pour la grisaille de Bruxelles. Proposé lundi par Em-

manuel Macron au poste de commissaire européen, quelques heures après la démission de Thierry Breton, le ministre des Affaires étrangères de 39 ans «*sera parfait*», s'enflamme un cadre de Renaissance. *Il aime les négociations, il sait fonctionner dans les institutions européennes.* C'est surtout un ultra-fidèle du chef de l'Etat – il a été son conseiller à Bercy de 2014 à 2016 avant de le suivre à l'Élysée – qui est bombardé à un poste prestigieux. *«Il est récompensé de dix ans d'une loyauté et d'une fidélité sans égales en macronie»*, se réjouit l'un de ses proches. *«Macron envoie son clone à la Commission sans consulter personne et au mépris du vote des Français»*, s'est émue sur X l'eurodéputée LFI

Manon Aubry. *«Perdez les élections, vous trusteriez les postes»*, grince le sénateur PCF Jan Brossat.

Fantastique. Malgré la dissolution ratée et la nomination de Michel Barnier, un Premier ministre affirmant qu'il n'y a pas de «*domaine réservé*» au chef de l'Etat, Emmanuel Macron use de son pouvoir de nomination sans partage. *«C'est toujours le président qui nomme les commissaires européens»*, justifie un proche. Lundi matin, le communiqué de l'Élysée officialisant le choix de Séjourné a été publié alors que Matignon venait à peine de déclarer que la désignation du successeur de Breton se ferait «*en bonne intelligence*» entre les

deux têtes de l'exécutif. Curieux timing. *«Le Premier ministre n'a pas d'appréciation à porter sur ce choix présidentiel»*, dit-on après coup dans l'entourage de Barnier, où l'on précise que le chef du gouvernement a été consulté «*dès sa nomination*» sur le choix du futur commissaire européen, et qu'il est «*concentré aujourd'hui sur la composition de son gouvernement*». Tout modeste et discret qu'il soit, c'est un enfant gâté du macronisme qui intègre l'équipe d'Ursula von der Leyen. Sorti de l'ombre en 2019, le conseiller est promu numéro 6 sur la liste de Nathalie Loiseau aux européennes et prend la tête du groupe charnière Renew. Gardien du temple macroniste, il lui revient,

en 2022, de structurer le parti rebaptisé Renaissance et de modérer les ardeurs des prétendants à la succession du chef de l'Etat. Peu convaincant pour conduire la campagne européenne face à des bêtes médiatiques comme le RN Jordan Bardella, Séjourné hérite d'une fantastique promotion au remaniement de janvier et devient le plus jeune locataire du Quai d'Orsay. Tout en restant à la tête du parti macroniste.

«Eccouré». Le successeur de Thierry Breton, contacté en marge de son déplacement en Arménie par le Président, lundi matin, fait valoir, dans un communiqué, son «*expérience*» au Parlement européen et au Conseil de l'UE. Séjourné qui doit filer mercredi à Strasbourg rencontrer les eurodéputés, se juge ainsi armé pour relever les «*immenses défis*» du continent. *«Conduire la diplomatie française a été l'honneur de ma vie»*, ajoute le ministre démissionnaire, alors que son nom ne semblait pas dans les petits papiers du nouveau Premier ministre. Son départ ne devrait pas faire de déçus parmi les diplomates, qui se plaignent de n'avoir guère entendu la voix de la France ces derniers mois. *«Tout le monde est ravi qu'il s'en aille, et en même temps éccouré qu'il décroche une super promotion»*, grince l'un d'eux. Pour ses défenseurs, en huit mois, il n'a pas eu le temps de faire ses preuves. *«En tout cas, c'est un bien beau cadeau»*, ironise un ministre démissionnaire, qui constate qu'au Quai d'Orsay, la voie est désormais libre. Gérard Darmanin, entre autres, serait intéressé.

La nomination de Séjourné ouvre un autre jeu de chaises musicales. *Cela acte de manière formelle son départ du poste de secrétaire général de Renaissance*, commente un cadre du parti présidentiel. Avant sa prise de fonction à Bruxelles à la fin de l'année, Séjourné doit organiser le congrès pour désigner son successeur à la tête du parti. Elisabeth Borne est sur les rangs, en attendant la possible candidature de Gabriel Attal. Elu député à Boulogne-Billancourt, dans les Hauts-de-Seine, en juillet, Séjourné doit aussi céder son siège, ouvrant la voie à une législative partielle. En s'arrogant une circonscription en or, le patron du parti s'était attiré quelques inimitiés de candidats en posture délicate dans leur territoire. *«Il y a les têtes couronnées et ceux qu'on envoie au turbin»*, enrageait une ex-ministre. Sa circonscription aigüe déjà les appétits. Un ex-candidat aux législatives se marre : *«Depuis ce matin, tout le monde habite à Boulogne»*.

**JEAN-BAPTISTE DAOULAS
et LAURE ÉQUY**

Suite de la page 2 poste en temps normal, puisqu'il a prouvé son indépendance face à la présidente de la Commission et au PPE, et qu'il a réussi à placer la politique industrielle si chère à la France tout en haut de l'agenda européen (du numérique à la mise en place d'une industrie européenne de la défense avec l'accélération de la production d'obus en passant par la fabrication des vaccins contre le Covid). Pour Aurore Lalucq (Place publique), la présidente de la commission économique et monétaire du Parlement européen, «Thierry Breton, c'était l'homme de la politique industrielle et de la régulation contre une ligne "la concurrence pure et parfaite se suffit à elle-même" incarnée par la Danoise Margrethe Vestager, la commissaire à la Concurrence». Surtout, la France n'a jamais cédé à une demande de cette nature d'un président de la Commission, même lorsque c'était justifié pénalement. Ainsi, en 1999, le Luxembourgeois Jacques Santer, qui présidait alors l'exécutif européen, n'avait pu obtenir de Jacques Chirac et de Lionel Jospin le rappel d'Edith Cresson, ancienne Première ministre de François Mitterrand et commissaire

à la Recherche, accusées de prévarication (une affaire révélée par Libération) ce qui avait contraint le collège à démissionner en bloc. Mais les temps ont changé, surtout depuis la dissolution ratée de l'Assemblée nationale. Emmanuel Macron est en position de faiblesse politique et Ursula von der Leyen le sait parfaitement: jamais elle n'aurait osé se lancer dans une telle négociation avec un gouvernement français fort.

ANCIEN MONDE

Il est aussi vrai que les demandes de Von der Leyen ont coïncidé avec le désir de Macron de placer ses hommes et surtout de garder des leviers d'influence à Bruxelles, d'autant que le groupe Renew n'est plus aussi puissant au sein du Parlement de Strasbourg après la déculottée des élections européennes. En effet, Thierry Breton, 69 ans, n'est pas un homme de Renaissance et, comme on le dit avec compunction à Paris, «des circonstances politiques ont changé», en clair avec la nomination du LR Michel Barnier à Matignon. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la décision de débarquer Thierry Breton a été prise le même jour que celle de la nomination du

nouveau Premier ministre, le premier week-end de septembre. Macron a manifestement estimé qu'il lui fallait à la Commission l'un de ses proches «pur Renaissance», afin de garantir un «équilibre politique» entre les conservateurs, les socialistes et les libéraux, c'est-à-dire la coalition majoritaire au Parlement. Dès lors, qui de mieux que Stéphane Séjourné qui a présidé plusieurs années le groupe Renew et qui dirige (en théorie du moins) le parti du Président? D'autant qu'il ne fera pas d'ombre au chef de l'Etat, contrairement à Thierry Breton. «Macron a nommé quelqu'un qui lui mangera dans la main», se désole un eurodéputé français. Et tant pis si ce copinage rappelle «l'ancien monde» tant dénoncé par Emmanuel Macron. L'Elysée tente de réécrire l'histoire, comme il se doit, en affirmant que le chef de l'Etat a d'abord négocié le portefeuille avant de s'intéresser à la personne, ce qui ne tient pas la route puisque Breton a été confirmé le 25 juillet et non fin août comme cela était possible. Surtout que, en dehors du titre, le portefeuille dont héritera le commissaire français ressemble à celui que détenait Breton, mais tout de même élargi,

puisque la défense, le numérique, le tourisme, l'audiovisuel et l'espace (un autre dossier sur lequel il affrontait Musk) seront distribués à d'autres commissaires. Stéphane Séjourné sera «vice-président exécutif» chargé de la «prosperité et de la compétitivité» avec une autorité directe sur les directions générales du marché intérieur et de l'industrie et disposera d'instruments de financement. Pour le reste, il aura autorité sur quatre commissaires: recherche et innovation, commerce, économie et finance et services financiers. Vu l'expérience de la Commission sortante, ce sera surtout une autorité nominale d'autant que, parions-le, ces commissaires seront sans doute tous PPE et s'adresseront en priorité à Ursula von der Leyen. L'Elysée ne craint pas d'affirmer que, vu le portefeuille, Séjourné est l'homme de la situation, puisque selon Paris, il serait un économiste de qualité, ce que le monde semblait ignorer jusqu'à. Pour en rajouter, rappelons qu'il ne parle pas parfaitement anglais, ce qui est un rien gênant pour un tel poste... Le Parlement européen avait donc toutes les raisons de le retenir, mais, vu le rapport de force internes, c'est douteux.

Pour s'en sortir la tête haute, le chef de l'Etat aurait pu nommer une femme au nom de l'égalité (malheureusement au sein de l'exécutif communautaire, ce qui aurait donné un certain panache à ce revirement. Mais l'Elysée n'en est même plus là à l'heure du saut-à-peut-général. Autant dire que l'habillage laborieux de la capitulation de Macron face à Von der Leyen et son reniement pas à l'analyse: c'est bien cette dernière qui dicte sa volonté. «La présidente de la Commission considère désormais la France, sans gouvernement stable avant longtemps, comme un petit pays qui ne mérite pas plus de considération, estime un haut fonctionnaire européen, l'influence française va en pâtir et c'est la CDU allemande qui va dicter la marche de l'Europe». «C'est un aveu de faiblesse terrible», reconnaît Aurore Lalucq, Ursula von der Leyen, qui a montré qu'elle n'hésitait pas à se débarrasser d'un commissaire gênant, comme l'avait déjà démontré le renvoi, en août 2020, du commissaire irlandais au Commerce, Phil Hogan, pour une affaire lunaire de violation des règles de confinement, est désormais hors de contrôle. Qui osera encore s'opposer à elle? ♦

«Ursula von der Leyen ne se contentera pas de remplacer un Français par un Français»

Le départ brutal de Thierry Breton ne signifie pas nécessairement un affaiblissement de la France: tout dépendra du portefeuille que gardera son successeur, Stéphane Séjourné, explique l'ancien ambassadeur Michel Duclos.

L'annonce surprenante du retrait de Thierry Breton de la Commission et de son remplacement probable par le ministre des Affaires étrangères démissionnaire, Stéphane Séjourné, est la conséquence d'une bataille des idées, mais aussi le signal d'une influence française bousculée à Bruxelles. La suite dépendra en grande partie du contenu du portefeuille dont héritera le commissaire français, estime le conseiller spécial de l'Institut Montaigne, auteur notamment de *Diplomatie française* (éditions Alphi).

Comment expliquer ce départ soudain? Pendant la campagne européenne, Thierry Breton avait ouvertement pris position contre Ursula von der Leyen, il n'est pas absurde qu'elle se venge! En outre, Thierry Breton voulait davantage d'attributions; elle voulait qu'il en ait moins. Enfin, la présidente de la

Commission veut centraliser le pouvoir; un commissaire très fort ne l'arrangeait pas. Ces trois points expliquent ce divorce. Ce n'est pas directement relié à la situation intérieure française, mais si le président français s'était trouvé dans une position plus forte, les choses auraient été différentes. Quant à Stéphane Séjourné, ce vient de choisir Emmanuel Macron, c'est une page vierge. Il a une compétence incontestable en matière européenne, mais il n'a pas crevé l'écran comme ministre des Affaires étrangères. On ne sait pas ce dont il est capable. A noter qu'en France, c'est le président qui choisit le commissaire, alors que dans les autres pays, le commissaire

est choisi par le chef d'Etat et de gouvernement en accord avec les principaux partis.

Cette démission est-elle le signe d'une perte d'influence de la France?

L'équation est plus complexe que telle ou telle personnalité. Il faut aussi regarder la bataille des idées. Le paradoxe est que les personnalités françaises sont moins présentes à Bruxelles, y compris au Parlement européen: sur ce point, l'influence française est en déclin. Mais les idées françaises prévalent plus que jamais. Comme l'illustre le rapport Draghi, qui est la quintessence même du macronisme, des idées françaises de relance de l'Europe de manière systématique, le tout ar-



Thierry Breton et Ursula von der Leyen, en 2021 à Bruxelles. PHOTO T. MONASSE. GETTY

gumenté sur 400 pages. De plus, l'Allemagne est également en mauvaise position et l'Italie marginalisée. Donc beaucoup de grands pays sont eux aussi affaiblis en Europe.

Au-delà du nom du nouveau commissaire français, n'est-ce pas son périmètre qui détermine l'influence du pays?

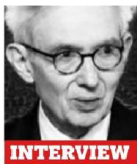
Oui, ce sera le critère essentiel: Stéphane Séjourné conservera-t-il le périmètre élargi dont disposait Thierry Breton? Ursula von der Leyen voudrait un commissaire chargé de la Défense – le nom du ministre polonais circule –, alors que jusqu'ici c'est Thierry Breton qui était en charge de l'industrie de défense, pour laquelle il voulait jouer un rôle moteur de coordination. C'est pour cela que la France ne voulait pas d'un commissaire à la Défense. Thierry Breton avait aussi la tech dans son portefeuille, mais sans action [contre les Gafam] à Gène Von der Leyen, qui n'aime pas être en opposition avec les Etats-Unis. Stéphane Séjourné gardera-t-il ce domaine? Tout est ouvert, et les négociations sur les attributions peuvent être un peu âpres. Et Ursula von der Leyen ne se contentera pas de remplacer un Français

par un Français. Ce qui comptera aussi sera la position hiérarchique de Stéphane Séjourné au sein de la Commission, sachant que Thierry Breton aurait pu en devenir le vice-président.

Jusqu'où la présidente de la Commission peut-elle entrer en conflit avec Emmanuel Macron sur ces points?

Les relations entre eux ne sont pas mauvaises, même s'il y a des hauts et des bas. Elle est respectée à Paris. Mais son deuxième mandat sera difficile. Durant son premier, elle s'est très bien sortie de crises assez dures – Covid, Ukraine. Mais elle doit faire face maintenant à une série de défis, comme la compétition industrielle et technologique avec la Chine et les Etats-Unis, mise en relief par le rapport Draghi, qui soulève aussi d'autres questions, comme le marché unique des capitaux qui ne progresse pas. Elle doit aussi faire face aux désaccords entre Européens sur l'aide à l'Ukraine, avec des pays en opposition comme la Pologne et la Slovaquie, et demain peut-être l'Autriche. Elle n'a donc pas intérêt à se brouiller avec la France.

Recueilli par LAURENCE BENHAMOU



INTERVIEW

SI SEULEMENT TOUT LE MONDE DÉFENDAIT LE DROIT À L'INFORMATION

DONALD TRUMP, ancien président des États-Unis,
55^e au classement mondial pour la liberté de la presse.



**Soutenez le droit à l'information.
abonnez-vous à nos albums pour 32 €/an.**

RSF REPORTERS
SANS FRONTIÈRES

rsf.org

Ces images ont (malheureusement) été truquées.

ÉDITOS/

Fabien Gay, sénateur
et directeur de
l'Humanité, avec
Dominique de Villepin,
dimanche.
PHOTO BASTIEN OHLER,
HANS LUCAS

Dominique de Villepin à la Fête de l'Huma, écho de l'alliance gaullo-communiste

Par
THOMAS LEGRAND
Chroniqueur politique

Un gaulliste à la Fête de l'Huma ! Faut-il vraiment que la situation politique soit complexe et bouchée pour que se reforme, le temps d'un propos d'estrade, la mythologique et éphémère alliance de circonstance de 1944-1945 entre communistes et gaullistes qui, avec les socialistes et ce qu'il restait de radicaux, formèrent le gouvernement de la Libération ? Gouvernement qui instaura les mesures élaborées par le Conseil national de la résistance dans l'ombre pendant l'Occupation, ancrée ce que l'on appellera plus tard « le droit social français » et octroya enfin le droit de vote aux femmes. L'ancien Premier ministre de Jacques Chirac fait partie, par son verbe toujours un peu grandiloquent, des très rares « gaullistes » capables (parfois à la limite du ridicule) d'entretenir la geste gaullienne et de l'adapter aux sujets de notre

temps. Il semble se croire détenteur d'un morceau de la vraie croix de Lorraine. Et dimanche, devant un public de gauche enchanté d'entendre le son sépia d'une droite digne et disparue, d'une droite idéalisée par le tri sélectif du temps qui passe, Dominique de Villepin a délivré à sa manière une sorte de discours de la méthode de la V^e République qui semblait directement puisé à la source : l'esprit des institutions voulues par le général de Gaulle telle qu'exprimée en 1946 dans son discours de Bayeux. Tout le sel de la situation se trouve là. A Bayeux, quelques mois après avoir quitté le pouvoir et abandonné, justement, le gouvernement d'union nationale (donc après la rupture d'avec les communistes entre autres), le général de Gaulle prononce un discours que la gauche en général et les communistes en particulier considèrent comme les propos dangereux d'un tenant du pouvoir personnel. Il est assez savoureux aujourd'hui de voir un gaulliste se faire applaudir par les descendants de ceux

qui trouvaient que le discours de Bayeux avait des accents factieux...

Peu importe, de l'eau a coulé sous le pont de la Concorde qui fait face à l'Assemblée nationale et le propos gaullien de Dominique de Villepin apparaît aujourd'hui comme l'expression de la moindre des corrections démocratique qu'Emmanuel Macron n'a pas respectée. Pour le public de la Fête de l'Huma, tout commence bien quand Villepin énonce la première évidence démocratique non respectée : « Une force politique est arrivée en tête, Emmanuel Macron aurait dû nommer Lucie Castets. » Tonnerre d'applaudissements. Puis l'ancien Premier ministre explique que ce n'était pas au Président de se demander si le Nouveau Front populaire (NFP) aurait eu alors l'audace de proposer un gouvernement bien au-delà de ses propres limites pour créer une majorité. Malgré cette idée totalement contraire à ce qu'avaient exprimé tous les responsables des quatre composantes du NFP, le public lui a continué, sur sa lancée, à applaudir le gaulliste.

L'assistance s'est reprise et a été beaucoup moins enthousiaste quand Dominique de Villepin a poursuivi son raisonnement avec la logique implacable en expliquant qu'il eût été aussi envisageable (et que d'ailleurs ce n'est peut-être pas trop tard) de former un gouvernement, non pas du NFP, mais du « Front républicain » et pour quoi pas d'union nationale. Donc avec les macronistes et la droite. Là, les applaudissements ont été plutôt polis, sans plus. En réalité, si depuis le 7 juillet il apparaît évident pour tout le monde que la bonne logique républicaine n'est pas respectée par le Président, Dominique de Villepin est aussi venu dire à la gauche que ce qu'elle propose – un gouvernement uniquement formé par le NFP, donc – ne rentre pas non plus dans les clous d'une conception parlementaire de nos institutions. Mais cet aspect de l'exposé de l'ancien Premier ministre n'a pas fait réagir l'assistance. Une écoute sélective et polie, à mettre sans doute sur le compte du respect que l'homme doit à son invité, surtout s'il est étranger au cercle familial. ♦



Depuis les législatives, Macron circule à contresens

Par
SERGE JULY
Cofondateur de «Libération»

Je me souviens de cette phrase d'Emmanuel Macron après sa réélection comme président en 2022 : « Ce vote *mobilise* », avait-il dit alors. Mais pour obliger Macron, il faut se lever de bonne heure. Et si on n'a pas vu la différence entre le Macron d'avant et celui d'aujourd'hui, c'est parce qu'il n'y en a pas. Après la dissolution et les élections législatives, Emmanuel Macron avait deux possibilités. La première a été systématiquement zappée : elle découlait du succès du front républicain, qui a multiplié le nombre des désistements, faisant passer les triangulaires de 306 à 89, réduisant ainsi le nombre d'élus du RN de manière considérable. Cette alliance de fait s'est constituée entre une gauche regroupée dans le NFP et la majorité macroniste. Une solution aurait donc pu consister à rechercher de concert si on pouvait déduire de cette alliance politique un embryon de programme. Pas simple, mais cette alliance improvisée avait au moins prouvé son efficacité à faire barrage au RN, un barrage souhaité par la population et qui a profité aux macronistes comme au Nouveau Front populaire. Mais cette alliance qui était susceptible d'incarner un changement, Macron n'en voulait pas. La suite l'a prouvé. En dédaignant de fait

cette alliance qui a permis le front républicain, le président Macron a dénigré la politique des désistements, comme si on n'aurait plus jamais recours. Ce qui est présomptueux de sa part. L'autre solution pour le chef de l'Etat consistait à nommer un Premier ministre qui recherche une solution. Pour ceux qui n'ont pas suivi les élections législatives, je vous l'annonce : la droite républicaine n'a pas gagné. Les républicains de droite, ou la droite républicaine, ou les survivants du RPR, ont obtenu 46 députés sur 577. Avec leurs alliés, ils atteignent péniblement 66 députés. Un résultat qui n'est pas un signe de bonne santé, comme la nomination de Michel Barnier à Matignon, le festival des ambitions à LR et la lecture des pages politiques du *Figaro* pourraient le laisser supposer. Pour un peu, les membres du parti Les Républicains voudraient tous être ministres, alors que leur formation, qui ne représente que 5% des suffrages exprimés, est asthmatique et dévitalisée, sujet de livres après les présidentielles de 2022 qui étaient toutes sur le modèle de *Chérie, j'ai trévis la droite*. C'est donc sur le parti arrivé dans les profondeurs du classement qu'Emmanuel Macron a décidé de miser. Une dissolution est pourtant une opération qui consiste à faire revoter les électeurs parce que l'ancien Parlement a cessé d'être représentatif. Et qu'en principe, le bloc arrivé en tête est a priori le plus représentatif. La logique parlementaire aurait normalement consisté à

appeler le NFP. Lucie Castets aurait essayé de former un gouvernement, qui aurait été très vite censuré par l'extrême droite associée à la droite parlementaire. Après l'échec probable d'un gouvernement NFP, le Président aurait pu alors choisir Michel Barnier pour une mission équivalente à celle à laquelle il se consacre actuellement : constituer un gouvernement dont le socle serait issu de LR, en essayant sans cesse de l'élargir.

Mais Emmanuel Macron a préféré, contre toute évidence, nouer une alliance avec un LR anémique. Il fallait du coup, pour garantir la survie du nouveau gouvernement, l'épauler, en arrachant le soutien du RN contre la promesse de mener une politique très à droite. Le déroulement depuis l'élection ne renseigne donc pas sur un fonctionnement très démocratique.

La présidence de 2027 est un facteur aggravant. Les postures préprésidentielles vont interférer avec la crise actuelle. L'ancien Premier ministre d'Emmanuel Macron, Edouard Philippe, vient en homme très pressé de déclarer sa candidature. Son obsession : la rupture le plus vite possible avec le macronisme. Mais le cas de Wauquiez est aussi intéressant. Alors qu'il s'était mis en réserve et qu'il n'était pas question pour lui de s'embarquer dans un gouvernement LR, il envisage désormais d'être ministre d'Etat, à un poste démonstratif et à forte visibilité. Cela ne sera pas de nature à simplifier la vie de Michel Barnier. Ou de son successeur, qui ne tardera pas. ♦

CLIMAT Libé TOUR

ROUEN
26
SEPTEMBRE
LE 106

INSCRIPTION



GRATUITE

DESSIN NICOLAS RIDOU

RENCONTRES, EXPÉRIENCES, ATELIERS



TENTATIVE D'ASSASSINAT

Ryan W. Routh, de l'Ukraine à une aversion pour Trump

L'Américain de 58 ans arrêté dimanche en Floride alors qu'il prenait pour cible le candidat républicain est un déçu du trumpisme qui se présente comme un défenseur de la cause ukrainienne. Il a été inculpé lundi de « détention illégale d'arme » et de « possession d'une arme au numéro de série effacé ».

Par **CHARLES DELOUCHE-BERTOLASI** et **JULIEN GESTER**
Correspondant à New York

L'homme souhaitait combattre en Ukraine et braver le feu ennemi. C'est finalement dans un buisson de Mar-a-Lago qu'il a essuyé des tirs d'arme automatique. Fuyant à bord de son SUV Nissan, Ryan Wesley Routh, 58 ans, a été arrêté dimanche par le Secret Service. Routh comptait viser avec un fusil d'assaut de type AK-47 – qu'il a abandonné derrière lui – l'ancien président Donald Trump, qui perfectionnait alors son swing sur le green du Trump International Golf Club.

Qui est Ryan Wesley Routh ? Sur les réseaux sociaux, l'homme indique être diplômé en génie mécanique de l'université agricole et technique de Caroline du Nord. Installé à Honolulu depuis 2018, il précise sur son profil LinkedIn être propriétaire d'une entreprise de construction d'habitat léger appelée Camp Box, à Hawaï. « Construire des structures simples et économiques pour aider à lutter contre le taux de sans-abrisme le plus élevé des États-Unis en raison d'un embourgeoisement sans précédent. Le coût extrêmement élevé des terrains [...] et les réglementations gouvernementales ridicules rendent le logement extrêmement difficile », écrit-il.

« IDÉES DÉLIRANTES »

Bien plus que son combat pour le droit au logement, c'est son engagement pour l'Ukraine qui ressort de ses nombreuses prises de position sur les réseaux sociaux. Ainsi, dès février 2022 et l'invasion russe, Routh a plaidé pour un soutien militaire à Kyiv, allant jusqu'à se dire prêt à aller

se « battre » et à « mourir » pour la défense de l'Ukraine. Selon CNN, Routh s'est rendu dans le pays quelques semaines seulement après le début de la guerre. Une vidéo publiée par l'AFP en avril 2022 le montre à Kyiv, sur la place de l'Indépendance (Maidan). Il y qualifie Poutine de « terroriste » et dit « qu'il faut en finir avec lui ». D'autres images le montrent arborant un tee-shirt floqué de la bannière étoilée américaine, les cheveux teints en blond et en bleu, assistant à un rassemblement de soutien aux soldats à Kyiv, posant

debout devant un large drapeau ukrainien orné d'un appel aux volontaires internationaux. Depuis deux ans, Routh apparaît dans divers médias, de *Newsweek* au *New York Times*, comme une voix américaine appelant à lever une armée de volontaires internationaux. A plusieurs reprises, l'homme fait part sur ses réseaux de son projet : transférer des soldats afghans ayant fui les talibans pour les envoyer sur le front ukrainien. Si Routh aime se présenter comme un ardent défenseur de la cause ukrainienne,

notamment via la mise en place d'une levée de fonds sur Internet, plusieurs personnes se revendiquant de la Légion internationale de l'Ukraine le présentent plutôt comme un imposteur, un recruteur fantôme. Après de CNN, un représentant de la Légion confirme avoir été « contacté à plusieurs reprises » par Routh. Sans prendre le temps de lui répondre. « La meilleure façon de décrire ses messages est de parler d'idées délirantes », précise l'officier Oleksandr Shaguri. Il nous proposait un grand nombre de recrues de différents pays, mais il était évident que ses offres n'étaient pas réalistes. Nous n'avons même pas répondu. Il n'a jamais fait partie de la Légion et n'a jamais coopéré avec nous. »

« ERREUR DE JUGEMENT »

L'an dernier, Routh a consigné sa désillusion vis-à-vis de ce « conflit ingagnable » et « la défaillance fatale de la démocratie » dans un livre riche en images gore de cadavres et mutilations, commercialisé en version numérique via Amazon. Il y distille son aversion pour Trump. Le *Washington Post*, qui a consulté l'ouvrage, signale que, dans un passage consacré à l'Iran, le suspect dit devoir « assumer une partie de la faute » d'avoir élu un président « sans cerveau », dont il écrit ensuite : « Vous êtes libres aussi bien que moi d'assassiner [Trump] aussi bien que moi pour cette erreur de jugement et le démantèlement de l'accord [sur le nucléaire iranien]. »

Routh aurait en effet voté pour Donald Trump en 2016, avant de se tourner vers Joe Biden en 2020, puis de soutenir des figures hétérocompatibles, ou alignées sur la vision géopolitique du Kremlin, tel l'ex-démocrate Tulsi Gabbard ou le



Ryan W. Routh à Kyiv, en mai 2022. PHOTO V. OGIRENKO. REUTERS

golden-boy ultra-conservateur Vivek Ramaswamy. Dans un post sur X en 2020, Ryan Wesley Routh revenait sur son vote de 2016. « Nous avons tous été très déçus et il semble que vous [Donald Trump, ndlr] êtes de pire en pire. Je serai content quand vous ne serez plus là », écrivait-il. Son dernier tweet date du 17 juillet, quatre jours après la tentative d'assassinat contre l'ex-président, non loin de la ville de Butler, en Pennsylvanie : « Kamala Harris, vous et Biden devriez rendre visite aux personnes blessées lors du meeting de Trump et assister aux obsèques du pompier assassiné. Trump ne fera jamais rien pour eux... »

Parmi les divers délits fiscaux et d'impayés qui composent son casier judiciaire, c'est une arrestation par la police de sa ville natale en 2002, à Greensboro, qui dénote. Après avoir été appréhendé avec une arme automatique, Routh s'était retranché dans un commerce. Les poursuites avaient été abandonnées. Interrogé par CNN, Oran Routh, son fils, le qualifie de « père attentionné » et d'« homme honnête et travailleur ». Placé en garde à vue dimanche après son arrestation, Routh a été inculpé lundi de « détention illégale d'arme » et de « possession d'une arme au numéro de série effacé », des charges qui lui ont été signifiées lors de sa première comparution devant un juge fédéral en Floride. ►



Une deuxième attaque qui nourrit le complotisme du camp républicain

Donald Trump semble avoir à nouveau échappé à un projet meurtrier dimanche, déjoué in extremis par le Secret Service. Le candidat s'en est pris lundi soir à la «rhétorique» de ses adversaires démocrates.

Neuf semaines après qu'une balle a effleuré son crâne lors d'un meeting à Butler (Pennsylvanie), Donald Trump a manifestement échappé dimanche à une nouvelle tentative d'attenter à sa vie. A 51 jours de l'élection où l'ex-président et éternel candidat du Parti républicain brigue pour la troisième fois la Maison Blanche, celui-ci a dû être évacué en pleine partie de golf avant qu'un homme suspecté d'avoir projeté de le tuer ne soit arrêté et placé en détention (*lire ci-contre*).

Selon le récit livré par les autorités dans une première conférence de presse en fin de journée dimanche, Donald Trump se trouvait sur le green de son parcours de golf qui porte son nom à West Palm Beach (Floride), non loin du club balnéaire de Mar-a-Lago, qui lui tient lieu de résidence principale. Il était envi-

ron 13 h 30 heure locale (19 h 30 à Paris) quand un membre du Secret Service, chargé de le devancer sur le green, a repéré le canon d'une arme à feu perçant la clôture grillagée couverte de feuillages, entre le cinquième et sixième trou. Trump se trouvait alors à environ «300 à 500 yards» (275 à 450 mètres) — «pas une très grande distance, quand il s'agit d'un fusil à lunette», estimera le shérif local, soulignant que le parcours, ceint par plusieurs routes ouvertes au public, est entouré de bosquets, «et si quelqu'un y pénètre, il est alors presque invisible».

Réactivité. Ouvrant aussitôt le feu, l'agent aurait ainsi fait décamper le tireur, qui abandonnera derrière lui des sacs à dos consolidés par des plaques de céramique (vraisemblablement en perspective d'essuyer des tirs), une caméra GoPro, et surtout un fusil automatique avec lunette de visée de type AK-47 (une arme dont Trump lui-même s'était récemment livré à un étrange éloge). L'ex-président a été placé en sécurité et déclaré sain et sauf, avant d'être reconduit à sa demeure de Mar-a-Lago, placée sous un dispositif de sécurité renforcé. Photographié dans sa fuite par un passant alors qu'il avait pris le volant d'un SUV noir, le suspect sera rapidement appréhendé par la

police locale, à une soixantaine de kilomètres au nord de la scène, sans opposer de résistance ni dire mot au cours des premières heures de sa garde à vue. A la faveur d'une première communication des forces de l'ordre à la presse, celles-ci ont salué la réactivité du Secret Service et du témoin ayant permis l'identification rapide du véhicule en cavale, confirmant l'ouverture d'une enquête conduite par le FBI sur une apparente «tentative d'assassinat». Il n'a pu encore être établi si l'homme arrêté avait lui-même fait feu avant de détalé,

«Je condamne la violence politique. Nous devons tous faire notre part pour veiller à ce que cet incident ne conduise pas à de nouvelles violences.»

Kamala Harris
vice-présidente des États-Unis

Devant le Trump International Golf Club de West Palm Beach (Floride), dimanche. PHOTO JOE RAEDLE. GETTY IMAGES VIA AFP

ni comment il avait identifié l'endroit précis où se trouvait Trump, dont la présence en Floride ce week-end n'avait pas été rendue publique et n'était, semble-t-il, pas connue de certains membres haut placés de sa campagne.

Complotisme. Dans un post publié dans la soirée sur son réseau Truth Social, Trump a adressé ses remerciements aux forces de l'ordre ainsi qu'aux agents du Secret Service chargés de sa sécurité (et sous le feu des critiques depuis l'attentat de Butler, qui avait entraîné l'ouverture d'une enquête parlementaire et la démission de sa directrice), dont il a loué «l'incroyable travail accompli aujourd'hui» avant de se déclarer, en lettres capitales, «fier d'être américain». Au cours des heures précédentes, sa campagne avait déjà émis par voie de mails et de SMS plusieurs salves d'appels aux dons évoquant l'incident en des termes prêtés à l'ex-président : «Ma détermination n'en est que plus forte après une nouvelle tentative d'assassinat.» Ou encore : «Je suis sain et sauf et personne n'a été blessé. Dieu merci ! Mais il y a des gens en ce monde qui feront tout leur possible pour nous arrêter.»

Dans un communiqué, sa rivale démocrate, la vice-présidente Kamala Harris, s'est dite «profondément troublée par la possible tentative d'assassinat contre l'ancien président Trump. Alors que nous recueillons les faits, je serai claire : je condamne la violence politique. Nous devons tous faire notre part pour veiller à ce que cet incident ne conduise pas à de nouvelles violences». Une déclaration en des termes très semblables à celle émise par Joe Biden, qui a également affirmé avoir «demandé à [son] équipe de continuer à veiller à ce que le Secret Service dispose de toutes les ressources, compétences et mesures de protection nécessaires pour assurer constamment la sécurité de l'ancien président».

Mais la nouvelle a aussi suscité divers commentaires moins consensuels, certains alliés de Donald Trump n'hésitant pas à tenir à nouveau «les démocrates» pour responsables de la violence dont leur champion semble désormais la cible récurrente, jusqu'à s'engouffrer tête baissée dans une forme de complotisme belliqueux. Ainsi de la représentante de Géorgie et passionaria conspiratrice Marjorie Taylor Greene («Ils ont essayé à nouveau de tuer le président Trump» ou encore «l'administration [Biden] doit répondre de ce qu'elle sait de l'assassin»), toujours en pointe sur ce front. L'ex-président lui-même s'en est pris lundi soir sur Fox News à la «rhétorique» de Joe Biden et Kamala Harris, qui «font que l'on me tire dessus». Le suspect «adhérait» à leur discours «et a agi en conséquences», a-t-il accusé.

Il a vite été débordé dans l'ignominie crétine par Elon Musk, le magnat pro-Trump, qui s'est fendu d'un post sur X, dont il est propriétaire, où il a fait mine de méditer sur ce constat que «personne n'essaye d'assassiner Biden-Kamala». En mai 2023, un jeune homme originaire du Missouri avait pourtant été arrêté après avoir lancé un véhicule de location contre une barrière de la Maison Blanche. En possession d'un drapeau nazi, il s'était déclaré déterminé à «prendre le pouvoir» et «tuer le Président».

J.Gc
Correspondant à New York

Harcèlement

Des salariés de NRJ sommés de protéger Manu Levy



Manu Levy, animateur Manu dans le 6/10 sur NRJ et Nicolas Papon, producteur. PHOTOS

Alors que cinq anciens employés de la radio ont attaqué lundi aux prud'hommes l'animateur pour harcèlement moral, des collaborateurs confient avoir été contraints de remplir des attestations en sa faveur. L'intéressé dément.

Par **MARGAUX GABLE**
et **MATHILDE ROCHE**

Is repetita. NRJ a l'habitude des convocations devant le conseil de prud'hommes tant ses salariés sont nombreux à aller au clash avec la première radio musicale de France. Mais ceux qui partent en mauvais termes, souvent en situation de précarité dans le milieu de l'audiovisuel, sont nombreux à finalement retirer leur plainte contre un chèque. La radio a un budget de plusieurs millions d'euros réservé pour les litiges. Plus rares encore sont les audiences comme celle de ce 16 sep-

tembre, où cinq anciens collègues font bloc pour lever le voile sur les conditions de travail dans la matinale de NRJ. Ce procès porte sur les accusations de management toxique, despotique, et sexiste, de Manu Levy. L'animateur star, 53 ans, pilote le «morning» de la chaîne d'un main de fer depuis 2011, après dix ans à seconder Arthur dans toutes ses émissions sur Fun Radio, Europe 1 et Europe 2. Depuis qu'il est aux commandes, il aurait fait craquer quantité de ses collaborateurs en une décennie. Des départs silencieux, jusqu'à ce qu'à la pu-

blication de notre enquête, en avril, et les témoignages d'une vingtaine d'entre eux sur l'ambiance délétère qui règne au sein de l'émission *Manu dans le 6/10*. Surcharge de travail, horaires impossibles, réflexions incessantes, moqueries : l'écrasante majorité de nos interlocuteurs décrivent une attitude de «patron tyrannique», à l'opposé du personnage sympathique mis en avant pour les auditeurs. Surtout, ils documentent l'impunité totale dont il semble bénéficier au sein de la radio. Nous révélons ainsi il y a cinq mois la saisine collec-

tive des prud'hommes par quatre principaux co-animateurs et animatrices de Manu Levy. Mais aussi l'incroyable tentative de NRJ de licencier le représentant du personnel initiateur d'une enquête interne sur la matinale. Ils étaient donc lundi tous les cinq face aux avocats de la radio pour faire valoir leurs droits. Isabelle Giami et ses coéquipiers demandent la nullité de la rupture de leur contrat et la reconnaissance de leur harcèlement moral. L'une d'eux, qui se dit victime d'une agression sexuelle commise par Nicolas Papon, producteur de l'émission, attaque également pour harcèlement sexuel. Le membre du CSE Cyril Laporte réclame quant à lui l'annulation de son avertissement et la reconnaissance de sa discrimination syndicale.

VOLTE-FACE

La chaîne paraît prête à tout pour peser, tenter de gagner ce procès médiatique et préserver l'émission la plus rentable de sa grille. Quitte à faire remplir, sous la pression, des attestations en sa faveur aux employés toujours en poste. Dans des enregis-

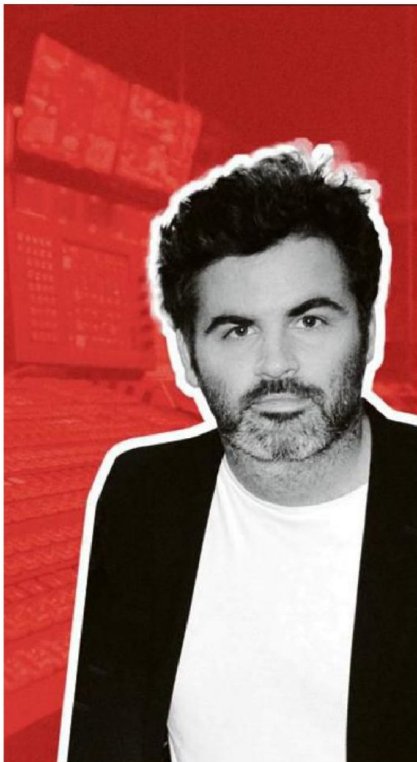
trements téléphoniques auxquels nous avons eu accès, deux d'entre eux confient n'avoir pas eu le choix pour sauver leur place. Selon nos informations, une plainte pour subornation de témoins – et pour agression sexuelle – a été déposée durant l'été. Les pièces de ce volet pénal ont été ajoutées au dossier examiné lundi par le conseil prud'homal de Paris. Le combat judiciaire maintenant rendu public repose sur des témoignages contradictoires. Depuis plus d'un an, l'équipe de la matinale se déchire entre qui dénonce et qui défend le boss, Manu Levy. Sauf qu'en l'espace de quelques mois la version de certains salariés a totalement changé. Une volte-face flagrante à la lecture des deux audits réalisés à un an d'intervalle.

Entre le 22 et 29 juin 2023, à la demande du CSE, une première enquête interne est menée par les représentants du personnel et la directrice des ressources humaines pour comprendre l'origine des multiples tensions au sein de la matinale. Lors de son audition, Jérémie B., standardiste arrivé dans l'équipe en début de saison,

fait part de «difficultés concernant ses horaires», avec des semaines de 50 heures en moyenne, allant jusqu'à 70. Il indique avoir déjà dû travailler durant ses congés maladie et être témoin du non-respect des temps de repos de ses collègues. S'il ne considère pas «l'exigence de Manu» comme du harcèlement moral, il confie «être régulièrement anxieux à cause du travail» et observe «une mauvaise ambiance au sein de l'équipe».

Florian C., producteur son, déplore lui aussi «des difficultés lors de semaines de fou», et des dépassements d'horaires de plusieurs membres de l'équipe. Il affirme «ne pas bénéficier du droit à la déconnexion», «être anxieux», insiste sur le «manque de reconnaissance». A propos de Manu, il décrit un patron «très dur dans le travail», «très perfectionniste», «scolaire», mais «cordial», avec lui. Il confirme ainsi «avoir été témoin de situation de mal-être», «avoir vu des gens craquer ou pleurer», et «que certains faits constatés pouvaient être assimilés à du harcèlement moral» même

ENQUÊTE



ARACA. SIPA. GETTY IMAGES. MONTAGE «LIBÉRATION»

s'il n'en est pas lui-même victime. Après avoir quitté l'émission, les anciennes têtes d'affiche de la matinale saisissent les prud'hommes entre le 25 septembre et le 13 novembre 2023. Les jours passent et la pression monte : fin novembre éclate aussi l'affaire Cauet. L'autre animateur vedette de la radio est accusé de violences sexuelles par quatre femmes, dont l'une mineure au moment des faits, et mis en examen.

«DES TRUCS ATROCES»

Les journalistes s'intéressent aux coulisses et aux comportements des autres stars de NRJ avec leurs équipes. En interne, le bruit court que l'état se resserre sur le poids lourd de la matinale. Cauet est écarté de l'antenne – et n'y reviendra pas, le tribunal de commerce a donné raison à NRJ – mais il faut sauver le soldat Manu. L'animateur et Nicolas Papon réclament des témoignages manuscrits allant dans leur sens aux collaborateurs restants. Parmi la poignée de soutiens qui prennent la plume, on retrouve, contre toute attente, Jérémie B. et Florian C. Dans des attestations sur l'hon-

neur datées du 30 novembre, que nous avons pu consulter, les deux salariés reviennent sur leurs déclarations faites seulement quatre mois auparavant. Jérémie B. présente Louise (1) – son binôme et manager – comme la responsable de tous ses problèmes évoqués l'année précédente. «Nous partions de la radio aux horaires prévus. Mais tous les après-midi, elle me relançait pour me remettre au boulot, alors qu'il n'y avait a priori pas lieu d'être», affirme désormais le standardiste. Dans son attestation, tous les points soulevés concernent l'attitude problématique qu'aurait eue sa collègue et jusqu'alors amie. «A plusieurs reprises et sur un ton "humoristique" j'ai pu être l'objet d'allusions sexuelles par exemple une main aux fesses. Il y avait également massage et papouille quand un coup de fatigue arrivait dans la matinée; [...] de plus, elle n'a jamais été fermée à de quelques avances qui pouvaient la galvaniser», n'hésite-t-il pas à écrire. Il dit constater «à plusieurs reprises une diabolisation de [Nicolas Papon] de la part de Louise, «sans savoir pourquoi». Alors qu'il critiquait

lui-même le professionnalisme du producteur lors du précédent entretien, affirmant que Papon n'aurait «pas suffisamment son rôle au sein de l'émission».

Même retournement pour Florian C. : il expliquait «subir une dégradation de ses conditions de travail depuis l'arrivée de Nicolas Papon» en 2023... Mais souligne soudain «la bienveillance de Nicolas Papon et de Manu Lévy envers [Louise]». Qui, encore une fois, devient la seule responsable des tensions au sein de l'équipe. Il raconte «sa nonchalance en réunion», et même ses «propos injurieux envers certains membres de l'équipe dans leur dos».

Des versions maintenues en juin 2024, à l'occasion du second audit – la direction ayant discrédité le premier.

Jérémie B. écrit que l'ambiance est «top, irréprochable», Manu «à la cool, plus détendu», depuis le départ de Louise. Il ajoute avoir entendu cette dernière «évoquer le fait qu'elle voulait partir de NRJ avec de l'argent» et qu'elle contacterait la presse si elle n'obtenait pas satisfaction. Son collègue admet que l'ambiance était «nulle» la saison précédente mais assure cette fois que ses collègues «ne lui ont jamais fait part de malaise». Secouée à la découverte de ces écrits dans le dossier de défense de NRJ, Louise a contacté ses anciens confrères le 18 juillet. Au téléphone, l'ancienne standardiste tente de comprendre pourquoi ils ont retourné leur veste. Après quelques minutes, Florian C. crache le morceau. «Moi je voulais pas remplir ce truc. Je savais pas quoi mettre pour sauver ma peau. [...] Et encore, ils voulaient écrire que tu faisais des bisous aux gens, que tu m'avais embrassé, enfin des trucs atroces. J'ai dit "non", j'ai mis le minimum», confie-t-il.

Elle le relance :

«Mais Flo, ça n'a jamais existé [ce que tu as écrit] ?

— Mais non ça n'a jamais existé. Mais ils essayaient de trouver des trucs à charge. [...] C'est pas contre toi, j'étais obligé de le faire parce que j'y travaillais encore. Ils nous répétaient que si ça s'envenimait, on perdrait tous notre job.

— Donc ils vous ont mis la pression ?

— Mais moi tu crois que j'ai mis ça par plaisir ? [...] Il fallait protéger Nicolas [Papon] sur le truc qui allait sortir d'agression sexuelle.»

Il lui demande d'être compréhensive et lui déroule la scène. Les attestations au saint ont été écrites «en vingt minutes, en studio, à l'arra-

che», après que Manu Lévy et Nicolas Papon sont arrivés «en panique», disant que l'émission allait «sauter». A le croire, qu'importe si le fond est faux, tant que des témoignages en leur faveur sont récoltés. «Tu as dit que Nicolas et Manu étaient bienveillants envers moi», l'interroge l'ancienne standardiste. «Oui c'est bien faux. C'est faux, mais c'est pas grave», balaise-t-il.

ÉCRITE À MAIN LEVÉE

Si Jérémie B. confirme aussi avoir écrit ces lignes sous la pression – «On nous a fait comprendre qu'on pouvait perdre notre place là-dessus» – il révèle surtout l'implication de Manu Lévy qui lui aurait «envoyé un peu le format à écrire» par mail. Le

jeune homme se défend en disant qu'il ne pensait pas que ces textes seraient utilisés dans le cadre de l'audience aux prud'hommes. «Je suis abasourdi qu'ils l'aient mis [...] Ils te prennent une fiche que t'as rempli comme ça en le disant "Vous inquiétez pas, c'est juste pour l'avocat", et là ça se retrouve dans un dossier pénal.» Une justification difficile à croire quand, sous les textes des deux salariés, figure la même mention écrite à main levée : «Sachant que l'attestation pourra être utilisée en justice [...], je soussigné X, certifie sur l'honneur que les renseignements sont exacts.» Un paragraphe suivi de la photocopie de leur pièce d'identité. Contacté, Emmanuel Lévy balaye ces éléments selon lui

inventés par l'ex-standardiste après avoir pris connaissance de «témoignages accablants» à son encontre. «Ces deux salariés ont bien réitéré leurs témoignages de façon très claire», nous affirme l'animateur. «Il est faux d'indiquer que ces attestations n'ont pas été librement rédigées», soutient de son côté Nicolas Papon, qui dit avoir porté plainte pour dénonciation calomnieuse contre l'ancienne standardiste. Le producteur se dit en possession de pièces qui prouvent «la manipulation opportuniste opérée par [Louise]», mais ne nous les a pas communiquées. Les deux salariés n'ont pas répondu à nos sollicitations. ➤

(1) le prénom a été modifié.

Pour une publicité utile

NOUVELLE AUDIENCE NOUVELLE OFFRE

6

jeunes

sur 10 fréquentent nos univers chaque mois*

MEDIATRANSPORTS leader français de l'affichage dans les transports

*réseaux publicitaires exploités par MEDIATRANSPORTS.
Plus d'infos sur mediatransports.com

Par
DAMIEN DOLE
Envoyé spécial à Dunkerque

«**N**ous venons de dépasser Arcelor-Mittal, deuxième site le plus émetteur de CO₂ de France. À votre droite, vous pouvez apercevoir Aluminium Dunkerque, l'usine qui consomme le plus d'électricité dans le pays. Et au fond, vous voyez les dômes ? Ce sont ceux de la centrale nucléaire de Gravelines, la plus puissante de France», énumère Laurent Cantat-Lampin, délégué de RTE dans les Hauts-de-France. Par les fenêtres du minibus affrété par le gestionnaire du réseau d'électricité, on voit ce que les chiffres et les discours expliquent de Dunkerque, de ce pôle industriel qui va devenir majeur, de ce territoire qui symbolise les enjeux de la transition énergétique et l'électrification du pays.

«Le Dunkerquois, c'est un laboratoire qui illustre complètement ce qui devrait arriver dans notre pays, mais aussi en Europe, résume Laurent Cantat-Lampin. Il y a ici toutes les problématiques possibles de la transition énergétique sur un espace de 15 km de long et 10 km de large : consommation d'énergie, décarbonation, production d'électricité...» On vous raconte ces vingt-quatre heures passées à observer la révolution électrique dans le Dunkerquois.

Jeudi, 15 h 15

A Grande-Synthe, la valse des postes électriques entre les lignes à haute tension

En casque et gilet orange, on descend se balader dans une forêt électrique. Les arbres en sont les fameuses tours spirales – des isolants – des postes de transformation. Un bruit grave émane en continu des ventilateurs qui refroidissent les «transfos», bourdonnement émaillé de crépitements. C'est l'«effet couronne» produit par de petites décharges électriques. Autour de la forêt métallique, on entend travailler l'électricité.

Le poste de Grande-Synthe, dans lequel travaillent une quinzaine de personnes, est le point d'arrivée d'une «nationale» du courant électrique, selon les mots de Laurent Cantat-Lampin. De là repartent des «départementales». Les nationales ? Ce sont les lignes de 225 000 volts qui font circuler l'électricité sur de grandes distances, également utilisées par des usines électrovores. Les départementales ? Ce sont celles à 90 000 volts, via lesquelles Enedis dispatche le courant vers des entreprises moins énergivores et les zones d'habitation. Mais la nationale va bientôt être trop juste pour absorber le trafic électrique. «Il y a cinq ans, on a senti une dynamique industrielle dans le Dunkerquois, sans savoir concrètement ce qui allait arriver», rappelle Laurent Cantat-Lampin. Une dynamique opérée par des installations d'usines mais aussi des projets de décarbonation d'entreprises déjà présentes, troquant les énergies fossiles pour l'électricité.

Il faut donc un nouveau poste RTE à Grande-Synthe. En face d'une zone commerciale vieillotte, une friche de 19 hectares sur laquelle séchait auparavant de la chicorée accueillera le poste de Pythouck. Une «autoroute électrique» arrivera jusqu'ici, soit deux lignes de 400 000 volts, tension à laquelle l'électricité quitte la centrale nucléaire de Gravelines. Car un gros morceau se trouve dans le coin : les hauts-fourneaux d'Arcelor-Mittal. Si l'usine venait à réaliser ses plans de décarbonation, avec de la production d'hydrogène vert, elle deviendrait, de très loin, l'entreprise la plus électrovoire de France – près de 3% de toute l'électricité consommée dans le pays.

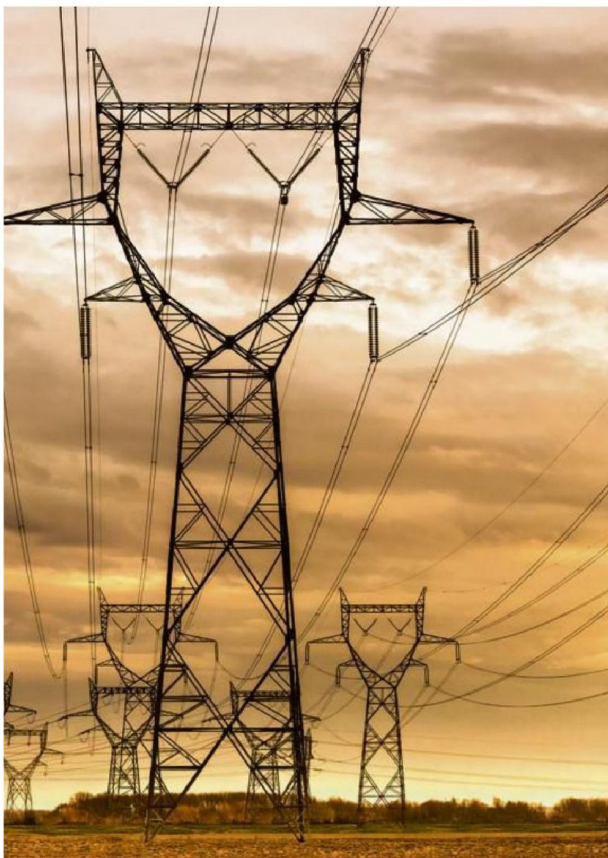


Dans le Dunkerquois, des lignes à très haute tension distribuent l'énergie produite dans la centrale nucléaire de Gravelines vers les

Dunkerque, labo géant pour dompter le courant

REPORTAGE

Autour de la centrale nucléaire de Gravelines se concentrent plusieurs des usines les plus gourmandes en électricité du pays. Ces besoins gargantuesques font de la région un banc d'essai de la future transition énergétique. «Libé» y a passé avec RTE vingt-quatre heures sous haute tension.



sites industriels énergivores des environs. PHOTO CLAUDIUS THIRJET. BIOSPHOTO

16h30**Au futur poste de Flandres, entre les lignes du futur EPR et des usines**

On reprend notre route au milieu de lignes à très haute tension. Des pylônes de 40 à 60 mètres de haut portent, à gauche, des nationales, à droite, des autoroutes – 225 000 volts et 400 000 volts, vous suivez ? Le minibus rouge et noir traverse une zone humide, avec de grandes étendues d'herbes qui permettent de voir les câbles et structures grises se perdre à l'horizon, en direction du poste de Warande. On s'arrête devant un refuge de la SPA. Sur le parking en terre battue, trois gars s'échinent à décrocher une remorque sans se soucier des électrons qui passent au-dessus d'eux.

C'est ici que le poste de Flandres va sortir de terre. « Notre premier enjeu était de l'installer dans le couloir des lignes actuelles », précise entre deux aboiements le délégué de RTE dans les Hauts-de-France, histoire de ne pas allonger la facture – 300 millions d'euros pour ce seul chantier, sur les 1,5 milliard d'investissements prévus par RTE dans le coin d'ici 2030 – et aussi pour éviter les zones habitées. C'est d'ici que passent, du nord vers le sud, les 28,8 TWh (térawatts par heure) produits annuellement par la centrale de Gravelines. D'ici aussi que repartent, du sud vers le nord, les lignes qui alimentent les usines de

Befesa, Comilog, Versalis, un datacenter OVH... Et, surtout, Aluminium Dunkerque. « Le réseau tel qu'on va le faire, c'est celui qui existera pendant cinquante ans », prophétise Laurent Cantat-Lampin. Il faut d'ores et déjà penser l'EPR de Gravelines qui arrivera en 2037 – au plus tôt. Des lignes actuelles seront enterrées ; de nouvelles tirées. Les travaux dureront cinq ans, au rythme des réacteurs qui s'arrêteront tour à tour pour rechargement de combustible et mainte-

nance. Laurent Cantat-Lampin l'assure : ce sera l'un des « chantiers les plus complexes en France pour RTE ». Avant de partir, notre escorte électrique lève les yeux. Et nous montre du doigt telle ligne affectée à tel réacteur de Gravelines, comme un guide dans un musée analyserait chaque détail d'un tableau.

18 heures**Aluminium Dunkerque, l'usine qui consomme autant que Marseille**

Stéphane Favrolle, le chef du secteur maintenance d'Aluminium Dunkerque, décrypte le ballet métallique derrière lui. Des blocs d'une tonne chacun – des anodes – passent lentement sur la chaîne, un oiseau vole au-dessus de celles déjà empilées, dans l'attente d'être chauffées puis fondues. Derrière sa visière et ses lunettes, il raconte, en criant à moitié pour couvrir le bruit des machines, comment on devient l'usine la plus énergivore de France. Quelques couloirs traversés, on entre dans un bâtiment qui abrite les 264 cuves d'électrolyse. C'est au cœur du site, dans une salle au volume hors du commun, que l'on comprend pourquoi cette seule usine consomme autant que la métropole de Marseille.

« Beaucoup de nos projets vont consommer encore plus d'électricité », surenchérit Laurent Courtois, directeur Energie climat chez Aluminium Dunkerque, avant de citer la capture du carbone (jusqu'à 50 MW) et l'installation dans le futur de nouveaux fours de recyclage (300 MW). Mais c'est une électricité « rentable » d'un point de vue environnemental : en raison de son poids plus léger que d'autres matériaux, il est très demandé par les véhicules à zéro émission de CO₂.

20h30**Au large de la ville, un parc éolien en 2029**

Direction le Princess Elizabeth, un restaurant chic installé sur un bateau amarré dans le port de Dunkerque. Autour de la table, quatre journalistes et six personnes de RTE, dont le président, Xavier Picchaczky, et Thomas Veyrenc, membre du directoire. Les deux déclinent les nombreux sujets qui attendent le prochain ministre de l'Énergie dans les semaines et mois à venir, en faisant défiler les acronymes des textes de loi qui permettront de faire basculer la France sur la voie de la transition énergétique.

Dunkerque concentre plus qu'ailleurs des infrastructures et des lieux où l'énergie est fondamentale, mais la question de l'électrification pour atteindre les objectifs français et européens de décarbonation doit y être abordée de front. En 2020, la stratégie nationale bas-carbone, feuille de route que la France a mise en place pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre, a fixé ses objectifs

pour 2050. Et la part d'électricité de la consommation finale d'énergie (en incluant donc le carburant pour les véhicules par exemple) devra passer de 25 % aujourd'hui à 55 % dans vingt-cinq ans.

Selon RTE, il faut avancer sur quatre leviers : l'énergie nucléaire, les ENR, la sobriété et l'efficacité énergétique. Aucun ne doit manquer pour permettre à la France de respecter ses engagements. A Dunkerque, un parc éolien offshore doit d'ailleurs bientôt produire 2,3 TWh d'électricité en moyenne par an, soit la consommation de près d'un million d'habitants. Mise en service en 2029 : de quoi patienter avant que les EPR ne réalisent leurs premières fissions.

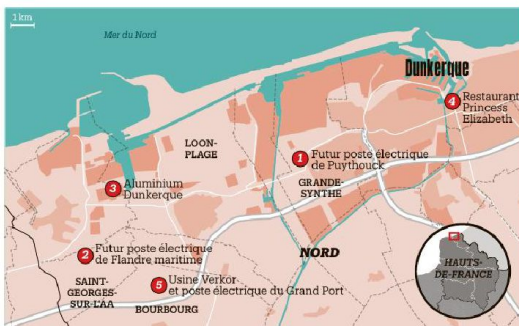
Vendredi, 10 heures
La future gigafactory de batteries Verkor

On reprend le minibus vendredi matin. Il s'agit de voir la réindustrialisation en marche, et le rôle de l'électricité dans cette dernière. Sur le chemin, l'usine de frites surgelées du belge Clarebout est encore partiellement en travaux depuis sa mise en route en novembre. Quelques centaines de mètres plus loin, la gigafactory de batteries Verkor est en chantier, avant l'inauguration prévue au second semestre 2025. On s'arrête dans le poste électrique flamant neuf de Grand Port, cogéré par RTE et Enedis. « C'est la première fois que nous avons mis en place un poste d'électricité par anticipation », assure Cyril Wagner, directeur adjoint du centre développement ingénierie de Lille chez RTE. Il nous montre les deux transformateurs Enedis, l'emprise d'un futur troisième ; plus loin, les lignes électriques qui arrivent en 225 000 volts et, surtout, les trois câbles de Verkor qui partent dans le sol. Ces derniers sont reliés au poste électrique de l'usine, à 400 mètres de là.

Lorsque Verkor commencera à produire, l'usine aura besoin de 50 MW pour fabriquer les batteries de 300 000 voitures par an. Mais la boîte grenobloise a réservé 210 à 220 MW auprès de RTE, si jamais elle a autant de clients qu'espérés et que son usine s'agrandit. Pour Sylvain Paineau, l'un des cofondateurs de l'entreprise, le raccordement réalisé par anticipation par RTE a joué dans le choix du site, tout comme l'énergie décarbonée de la France – Verkor a visité une quarantaine de sites en Europe – et les autorisations préalables réalisées par la communauté urbaine de Dunkerque.

Le poste électrique a même été mis en route quatre mois plus tôt que prévu. Dans le restaurant de l'hôtel Mercure, près de la gare, Gilles Moreau, autre cofondateur de Verkor, salue « le travail extraordinaire de RTE », le temps gagné ayant permis « confort et sérénité » dans leur course contre-la-montre engagée pour que l'usine soit opérationnelle à temps. Présenté lors du Salon de l'automobile dans un mois, le nouveau crossover de Renault, l'Alpine A390, sera en effet le premier véhicule à rouler avec des batteries Verkor à partir de fin 2025. En plus des critères exposés par son collègue, Gilles Moreau ajoute le bassin d'emploi, la proximité d'autres usines du secteur automobile ou encore le port de Dunkerque, par lequel sera acheminée la quasi-totalité de leurs 60 000 tonnes de matières premières par an.

Verkor, qui a levé 3,5 milliards d'euros, sera l'un des moteurs des mutations industrielles de Dunkerque. Parmi les quatre gigafactories de batteries devant s'implanter en France, deux le seront en effet dans l'agglomération, avec ProLogium qui rejoindra Verkor fin 2026. Suez et Eramet vont par ailleurs établir deux usines de recyclage de batteries en 2027. Autant de lieux concentrés dans ce futur hub électrique européen. ◀





LIBÉ.FR

Assistants parlementaires du RN : Nicolas Bay a lui aussi fourni des documents truqués à la justice

Combien de fausses preuves les cadres du FN devenu RN ont-ils produit pour justifier l'activité inexistante de leurs collaborateurs rémunérés par l'UE ? Après les révélations de *Libération* sur l'implication de Jordan Bardella dans la fabrication de faux, c'est au tour de l'eurodéputé et ancien léniniste Nicolas Bay d'être épinglé par France Info et *Complément d'enquête*. PHOTO DENIS ALLARD



Bernard Arnault et son fils Alexandre, futur «super-héritier», à Paris en juin 2023. PHOTO LUDOVIC MARIN AFP

Oxfam appelle à mieux taxer les «super-héritiers»

Dans un rapport publié ce mardi, l'ONG estime le manque à gagner pour l'Etat à 160 milliards d'euros «dans les prochaines années». La faute à l'optimisation fiscale, qui permet aux grandes fortunes d'échapper en partie aux droits de succession.

Par
**ANNE-SOPHIE
LECHEVALLIER**

O nze jours se sont écoulés depuis que Michel Barnier s'est installé à Matignon et ses intentions en matières budgétaires restent inconnues. Elles se résument pour l'in-

stant à quelques phrases sibyllines prononcées par le Premier ministre. Il juge nécessaire «de dire la vérité aux Français» sur la dette, «il y en a marre de faire des chèques en blanc sur les générations futures à propos de l'écologie comme des finances publiques», il ne s'interdit pas «une

plus grande justice fiscale, les Français ont envie et besoin de justice». Ce flou persistant, alors que les finances publiques sont en désordre, ne fait que renforcer l'agacement déjà certain des parlementaires. Ces derniers, ne voient pas tout d'un bon œil que Michel Barnier, dont le directeur de cabinet, Jérôme Fournel, est arrivé tout droit de celui de Bruno Le Maire à Bercy, envisage désormais de ne présenter le budget que le

9 octobre. La loi fixe pourtant au 1^{er} octobre le dépôt à l'Assemblée nationale du projet de loi de finances pour l'an prochain.

Sans attendre de connaître la copie du nouveau gouvernement, qui ne devrait pas beaucoup différer de celle laissée par son prédécesseur selon plusieurs sources, l'ONG de lutte contre la pauvreté Oxfam a décidé de (re)mettre dans le débat une proposition de recettes visant à modifier la fiscalité de l'héritage, en particulier celle concernant les plus gros patrimoines, dans un court rapport intitulé «Super Héritages, le jackpot fiscal des ultra-riches» publié ce mardi. «Nous sommes dans un casse-tête budgétaire, et les seules idées mises en avant portent sur là où on

raboterait», avertit Cécile Duflot, directrice générale d'Oxfam France. Si le débat n'est pas ouvert sur les deux fronts (les économies et les recettes, ndr), il serait inégal et inéquitable et ce serait continuer à mettre de l'essence sur les inégalités en France.»

«Réalité», l'ONG propose que l'Etat récupère 160 milliards d'euros, soit, selon son rapport, le montant des pertes fiscales potentielles qui seraient générées dans les prochaines années si les possibilités d'optimisation fiscale restaient inchangées. «Les 25 milliardaires français de plus de 70 ans, soit la moitié d'entre eux, ont une fortune de 460 milliards d'euros qu'ils vont transférer dans les prochaines années, explique l'auteur du rapport, Layla Abdelké Yakoub. En théorie,

l'Etat devrait récupérer 200 milliards d'euros. Mais si rien ne change, avec seulement 10% de droits de succession acquittés par ces super-héritiers, la perte pour l'Etat serait de 160 milliards.»

Ces super-héritiers ne s'acquittent pas, en effet, du taux marginal de 45% prévu pour les successions en ligne directe qui excèdent 1,8 million d'euros, a démontré le Conseil d'analyse économique dans une note publiée fin 2021 appelant à repenser l'héritage afin de mettre un terme à «cette politique publique schizophrène». «Les auteurs ne sont pas des gauchistes révolutionnaires, ils ont documenté une réalité, sourit Cécile Duflot. Si vous êtes le fils de Bernard Arnault, vous paierez beaucoup moins proportionnellement en héritage que si votre marraine sans

enfant vous lègue ses 15 000 euros d'économies de toute sa vie.» Ce n'est pas, selon elle, techniquement compliqué, il suffirait d'en avoir «la volonté politique».

Statu quo. C'est bien là le problème. Malgré les constats implacables, une rare unanimité des économistes de toutes obédiences et la présence du sujet dans les débats de campagnes électorales lors des dernières présidentielle et législatives, rien ne se passe. Le Nouveau Front populaire a proposé en juin de réduire la fiscalité des successions modestes et de rendre l'imposition plus progressive. Censément hostile aux rentes, l'ancienne majorité présidentielle veut toujours exonérer les successions jusqu'à 150 000 euros au lieu de 100 000 euros actuellement. La droite et l'extrême droite veulent, elles, abaisser la fiscalité et faciliter les donations. Dans son rapport, Oxfam souligne qu'alors que 87% des Français ne paient aucune fiscalité sur les successions, «la nécessité de réformer la taxation des successions se heurte malheureusement aux apparentes réticences de l'opinion publique et donc des décideurs politiques». L'ONG déplore que ce statu quo soit favorisé par une méconnaissance qui «se nourrit du manque de communication et de production de statistiques officielles sur le sujet».

Produire et diffuser des données claires est d'ailleurs la première de ses recommandations. Viennent ensuite la prise en compte des transmissions reçues tout au long de la vie (comme c'est le cas en Irlande), la mise en place d'un barème de taxation progressif unique qui ne distingue pas les liens de parenté, la suppression de niches fiscales dont bénéficient les super-héritiers (sur l'assurance vie ou les pactes Dutelle), ou encore l'ajout des tranches aux barèmes actuels pour mieux taxer les 1% les plus riches (au-delà de 4,2 millions d'euros)... «Ce n'est pas la révolution bolchevienne pour les super-héritiers», relative Cécile Duflot, qui voit «un peu plus d'espace dans la nouvelle Assemblée pour [leur] travail de plaidoyer sur la justice fiscale». ◆



LIBÉ.FR

Pour «Ariane 6», un vol inaugural réussi et un carnet de commandes rempli

Le nouveau lanceur européen s'était élevé dans le ciel de Kourou, en Guyane, le 9 juillet, bardé de dizaines de capteurs pour enregistrer le plus de données possibles sur le déroulement du vol. La fusée était partie vers l'est sans encombre, seule la toute dernière partie de son trajet ne s'était pas déroulée comme prévu. Deux mois après le vol inaugural d'Ariane 6, l'heure est venue de tirer le bilan. PHOTO JODY AMIET/AFP



AFP

Viols de Mazan Dominique Pelicot de retour dans le box des accusés

L'audience sera aménagée pour lui. Dominique Pelicot, principal accusé du procès des viols de Mazan, sera de retour à l'audience ce mardi après une absence de plus d'une semaine en raison de son état de santé, a appris l'AFP lundi auprès de son avocat. «On a reçu un message du président [de la cour, ndlr] faisant valoir que Dominique Pelicot sera présent à l'audience demain avec des conditions particulières d'adaptation, à savoir : séquençage des auditions et temps de repos régulier», indique M^{re} Béatrice Zavarro (photo). Lundi matin, le président de la cour criminelle de Vauluse, Roger Arata, avait ordonné une expertise médicale sur l'homme de 71 ans, accusé d'avoir drogué sa femme pour la violer et la faire violer par des dizaines d'hommes, dont 50 sont également jugés dans cette affaire emblématique des violences sexuelles et de la soumission chimique (lire aussi pages 20-21). Selon le magistrat, un scanner a été réalisé dimanche et Dominique Pelicot aurait un «calcul rénal, une infection rénale et un problème au niveau de la prostate». L'audition du principal accusé est attendue car bien qu'il ait reconnu les faits, il ne s'est pas exprimé en détail depuis le lancement du procès. Interrogée pour savoir si son client pourrait être entendu ce mardi, M^{re} Zavarro n'a pu être plus précise : «Est-ce que le président commencera par lui ou commencera par madame et ses enfants ? Je n'en ai aucune idée. Mais en tout cas, il sera là.»

En Suède, la politique anti-immigration se durcit

Les cheveux hirsutes, le visage bouffi par le manque de sommeil, Habibullah explique vivre un cauchemar éveillé. Fin août, le jeune aide à domicile originaire d'Afghanistan a reçu une lettre de l'agence suédoise de l'immigration. Il se tient la tête d'une main devant son téléphone : «J'ai tout perdu. Mon appartement, mon travail, ma vie.» Sa demande de renouvellement de titre de séjour a été déboutée par l'office national suédois des migrations. Il émerge de sa torpeur pour expliquer la suite : «Je vais devoir quitter à nouveau mon pays pour la France ou l'Allemagne.» Début août, la ministre de l'Immigration, Maria Malmer Stenengard, célébrait une tendance statistique inédite. Pour la première fois en cinquante ans, la Suède devrait enregistrer en 2024 une «émigration nette». En d'autres termes, davantage de personnes quittent le pays qu'il n'en arrive pour s'y installer. «Le travail du gouvernement porte ses fruits, se targuait la ministre, désormais aux Affaires étrangères. Le nombre de demandes d'asile tend vers un niveau

historiquement bas.» Durant la première moitié de l'année, le ministère de la Justice affirme avoir enregistré une baisse de 30% des demandes de titre de séjour pour motif professionnel. En une dizaine d'années, le pays a opéré un changement radical de sa politique migratoire en devenant l'une des nations européennes les plus strictes. Ce tournant a débuté dès le lendemain de l'afflux de réfugiés fuyant la répression du régime syrien. L'Etat nordique de 9,5 millions d'habitants

ANALYSE

accueillait en 2015 plus de 163 000 demandeurs d'asile, de loin le nombre le plus élevé par habitant dans l'UE. Le virage anti-immigration s'est accentué aux dernières élections générales, en 2022. L'actuel Premier ministre, Ulf Kristersson (les Modérés), parvient à former un gouvernement de coalition des trois partis conservateurs avec le soutien inédit de l'extrême droite. La dernière mesure sujette à controverse – chère au parti de Jimmie Akesson, les Démocrates de Suède (SD) – vise à augmenter les retours volontaires des

réfugiés dans leur pays d'origine, avec une prime passant de 10 000 à 350 000 couronnes (environ 30 840 euros). Elle devrait entrer en vigueur en 2026. Sur fond de débat sur les violences de gangs et l'intégration des exilés, les mineurs isolés afghans sont les boucs émissaires des discours xénophobes, selon la sociologue Torun Elsrud, de l'université de Linnaeus. La chercheuse engagée dans un projet qui suit le parcours des mineurs isolés est exaspérée :

«Au-delà de l'aspect immoral de vouloir expulser

les jeunes Afghans qui se considèrent d'ailleurs comme Suédois, c'est un gaspillage d'argent public ! La Suède s'est investie pour leur intégration, leur éducation. Ils travaillent dans des secteurs en tension comme la prise en charge des personnes âgées.» En 2015, 23 480 mineurs non accompagnés afghans ont trouvé refuge en Suède, selon l'institut de statistiques suédois SCB. Depuis la France, Sara Brachet, des Amis des migrants suédois en France (LAMSF), observe que toutes les personnes d'origine af-

ghane qu'elle a croisées à Paris avaient un emploi avant d'être contraintes de quitter le pays. «La adresse de ceux qui arrivent est double, puisqu'ils doivent réapprendre une nouvelle langue après s'être tant investis en Suède.» Pour la cofondatrice de l'association, pas moins de 6 000 Afghans auraient quitté la Suède pour la France. Une tendance qui semble vouée à se poursuivre, d'autant que le gouvernement a doublé, en novembre 2023, le salaire minimum requis pour obtenir un permis de travail.

«J'ai fui l'Afghanistan, je n'ai pas de famille ni d'amis là-bas», balaye Habibullah, rejetant l'idée même de retourner dans le pays aux mains des talibans. Hébergé chez un ami, il attend que son dernier salaire soit payé avant de quitter la Suède pour la France. «J'ai étudié, je travaille, je paie mes impôts, je parle suédois, mes amis sont suédois. Je ne comprends pas pourquoi on veut se débarrasser de moi comme ça. Je vais devoir reconstruire toute ma vie.»

NICOLAS LEE

Correspondant à Stockholm

7951

C'est le nombre d'animaux recueillis par la SPA dans ses 64 refuges à travers la France en juillet et en août. «Ce chiffre, comparable à celui de l'été précédent, reste préoccupant et témoigne d'une situation toujours critique», a alerté l'association, lundi dans un communiqué, en déplorant que les adoptions ont, elles, chuté de 5,8%, après une baisse de 5,2% l'an dernier. La SPA a aussi dû accueillir de nombreux animaux saisis pour des cas de maltraitance. Selon son président, Jacques-Charles Fombonne, pas moins de 700 d'entre eux ont rejoint les refuges de l'association un peu avant le début de la période estivale.

Collège Le brevet pas obligatoire en 2025

Contrairement à ce qu'avait affirmé l'ex-ministre de l'Éducation nationale Gabriel Attal, l'obligation d'obtenir le brevet pour entrer au lycée – annoncée dans la foulée du rapport Pisa, fin 2023, montrant une «baisse inédite» des performances des élèves – est reportée à 2026. Les modalités d'évaluation du brevet ne se changeront pas non plus avant 2026, contrairement à ce qu'avait indiqué la ministre démissionnaire Nicole Belloubet fin août. C'est donc le deuxième volet du «choc des savoirs» qui est mis à mal, le premier, la mise en place de «groupes de besoins», n'étant effectif que dans un tiers des collèges.

A69 La dernière ZAD évacuée

L'ultime îlot de résistance est tombé. La zone à défendre du «Verger», en Haute-Garonne, était le dernier bastion des opposants à l'autoroute A69, ruban de bitume de 53 kilomètres en construction entre Toulouse et Castres. Si l'intervention a pu être menée, c'est parce que la locataire de la parcelle, Alexandra, a accepté de partir. Pendant longtemps, elle avait refusé d'abandonner sa maison, propriété d'Atosca, concessionnaire de l'A69. Elle a remis ses clefs lundi, après avoir subi une vague d'intimidations par des pro-autoroute fin août. E.D.I.

A lire en intégralité sur Libération.fr

«Il est désormais établi que, dès 1955-1957, quelques évêques au moins ont su que l'abbé Pierre avait un comportement grave à l'égard des femmes.»



ERIC DE MOULINS-BEAUFORT
président de la Conférence des évêques de France

Lundi, le président de la Conférence des évêques de France, Eric de Moulins-Beaufort, a confirmé dans une tribune au *Monde* que plusieurs dirigeants de l'Eglise catholique française étaient au courant des accusations de violences sexuelles contre le fondateur d'Emmatis. «Des mesures ont été prises, dont une cure psychiatrique», a-t-il assuré, ajoutant qu'un adjoint (dit «socio») avait été «imposé» à l'abbé Pierre, mais que celui-ci se serait «ingénié à tromper cette surveillance».



LIBÉ.FR

Des microplastiques pénétreraient dans notre cerveau quand nous respirons

Le corps humain est une éponge à plastiques. Poux, intestin, foie, placenta, testicules, sang, moelle épinière... Lundi, une étude de chercheurs de l'université de São Paulo, au Brésil, suggère que cette matière pénètre même en profondeur dans le cerveau lorsque nous inspirons. PHOTO GETTY IMAGES



La commune de Rudawa, dans le sud de la Pologne, lundi. PHOTO SERGEI GAPON AFP



Dans la ville roumaine de Slobozia Conachi, dimanche. PHOTO DANIEL MIHAILESCU AFP



Des sauveteurs à Rudawa, en Pologne, lundi. PHOTO SERGEI GAPON AFP



Dans la ville de Krnov, en République tchèque. PHOTO MICHAL CIZEK AFP

Tempête Boris: le bilan s'alourdit à quinze morts et des milliers de déplacés

Depuis samedi, la dépression qui s'abat sur l'Europe centrale provoque des inondations dévastatrices. Lundi, le bilan s'élevait à quinze morts.

L'Europe centrale n'en a pas fini avec la tempête Boris et le bilan humain ne cesse de s'alourdir. Lundi, le bilan de quinze morts a été confirmé, après le décès de six personnes en Roumanie samedi, la noyade d'une personne en Pologne

et la mort d'un pompier en Autriche dimanche. La tempête a par ailleurs provoqué des coupures d'électricité, des ruptures du réseau de transport et des évacuations massives.

En Autriche, selon la police, «deux personnes de 70 ans et 80 ans ont été retrouvées mortes dans la nuit de dimanche à lundi» dans la région de Basse-Autriche, frontalière de la Tchéquie et classée en zone de catastrophe naturelle. Douze dignes ont rompu, treize communes sont encore coupées du monde. Dans les zones montagneuses de l'ouest du pays, la neige entrave la circulation

et les secours recherchent un homme disparu samedi après une avalanche. Le Tyrol est recouvert par endroits d'1 mètre de neige alors que, la semaine dernière, les températures dépassaient encore les 30 °C.

En République tchèque, le chef de la police a confirmé un premier décès. Sept autres personnes sont recherchées. La situation est particulièrement grave dans la zone frontalière avec la Pologne, où une grande partie de la ville d'Opava a été évacuée en raison du débordement de la rivière. Dans le sud du pays, un barrage a débordé dimanche et l'eau a inondé

des villes et des villages en aval.

La Roumanie a, pour le moment, payé le plus lourd tribut. Après le décès de quatre personnes samedi dans la région la plus sinistrée, celle de Galati, dans le sud-est du pays, où des milliers de foyers sont touchés, deux autres personnes ont été retrouvées mortes dimanche. Le ministère roumain de l'Intérieur a fait état de «plus de 5 000 ménages et plus de 15 000 personnes touchées dans les comtés de Galati et de Vaslui». A Slobozia Conachi, dans l'est du pays, il est impossible d'évaluer à ce stade l'étendue du désastre,

selon le maire Emil Dragomir, qui évoque 750 maisons affectées. Dans le village voisin de Pecchea, plus d'un tiers de la commune a été ravagé, assure le maire Mihai Mancian: «Maintenant que l'eau a reflui, ce n'est plus que de la boue.» Le président roumain, Klaus Iohannis, s'est alarmé, dans un communiqué, que le pays soit «une fois de plus confronté aux effets du changement climatique, de plus en plus présents sur le continent européen, avec des conséquences dramatiques».

En Pologne, quatre personnes ont été retrouvées mortes, a déclaré la police. Le barrage de Paczkow a cédé

lundi et l'eau se déverse dans une autre étendue d'eau déjà pleine, provoquant l'évacuation des zones les plus menacées en contrebais.

Dans certaines villes, l'eau commence à baisser, faisant apparaître destructions et désolation: rues jonchées de débris, vitres brisées, lampadaires cassés. Le Premier ministre polonais, Donald Tusk, a annoncé lundi une aide immédiate d'un milliard de zlotys, soit 234 millions d'euros, aux régions sinistrées. Dimanche, il avait déclaré l'état d'urgence et sollicité l'aide des autres États de l'Union européenne.

(avec AFP)

Lost media

Des aventuriers à la recherche de fichiers perdus

En tentant de retrouver les œuvres et documents devenus inaccessibles et disparus de nos radars, des passionnés sont peu à peu devenus les archéologues du Web. Plongée dans cette intrigante communauté.



Sous la face émergée des médias perdus se cache une réflexion sur le stockage de nos

Par **LOUIS DEROO**
Illustration **JULIEN LANGENDORFF**

Pendant plusieurs mois, l'affaire #UnknownSongZoltan a donné du fil à retordre à des centaines d'enquêteurs sur un forum du site Internet Reddit. *Zoltan*, c'est le nom d'un morceau qui tout le monde avait oublié mais soudainement retrouvé en 2019, sur lequel ils n'avaient aucune information, si ce n'est un court extrait de trente secondes et quelques paroles. Ambiance scandinave, écrit en hongrois, style kitsch à la «Moskau»... *Zoltan* aurait tout autant pu dater de la guerre froide qu'être une parodie des années 90. Des utilisateurs de toutes nationalités ont recherché son auteur, écumant le Web pour espérer trouver un indice ou une piste... Jusqu'à la fin du mois de mars. Un internaute retrouve alors non seulement la musique, mais aussi son clip à la chorégraphie et aux costumes datant de 2007.

Bienvenue dans la communauté des chercheurs de «lost media», ces films, musiques, bandes dessinées, jeux vidéo, vidéos d'Internet ou encore images perdues ou qui ne sont plus accessibles publiquement nulle part. Des œuvres comme le premier film inachevé d'Alfred Hitchcock, une partie des films de Georges Méliès... mais aussi les premières vidéos postées sur YouTube. Au fil des années, des milliers d'internautes dans le monde entier se sont rassemblés dans l'objectif de tous les retrouver. Le site collaboratif The Lost Media Wiki répertorie maintenant depuis plus d'une décennie toutes les œuvres disparues dont nous connaissons l'existence, offrant une mine d'or d'informations à ses enquêteurs. Chacune est classée selon son degré d'enfouissement. Certaines fois, l'existence du média est connue bien

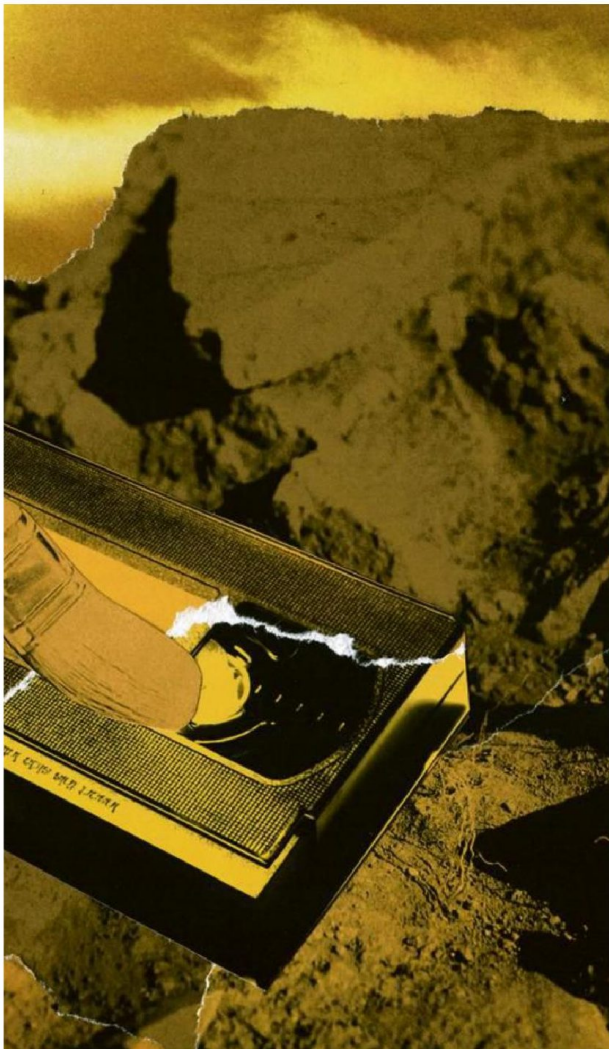
qu'il reste introuvable ; d'autres fois, les utilisateurs n'ont à leur disposition qu'un extrait sans connaître son origine. Archives, brochures, lettres, forums, eBay... Tous les moyens sont bons pour retrouver les précieux sésames.

Périple solitaires

Si la communauté qui s'est constituée autour des lost media est en grande majorité anglophone, le concept s'est peu à peu diffusé en France, connaissant un fort gain de popularité après les vidéos du youtubeur Feldup et ses plus d'1,5 million d'abonnés. Le vidéaste passionné d'horreur et des faces cachées d'Internet raconte de nombreuses histoires de médias disparus dans ses webdocumentaires. «Quand on commence à s'y intéresser, ça peut vite finir par devenir une passion très chronophage», raconte le vidéaste. Félix Dupuis de son vrai nom. Un «vertige» qui a fasciné le vidéaste : «Une aura de mystère se dégage au-

tour des choses perdues et disparues. Le lost media, c'est l'exception dans un monde où on a des archives de presque tout.»

Ce défi face à notre aspiration à tout stocker se transforme en compétition entre internautes. Même s'il leur est impossible de savoir où ils atterriront. Après des années d'enquête, *Everyone Knows That*, une des musiques anonymes les plus célèbres, recherchée par des dizaines de milliers d'internautes, a été retrouvée... en bande-son d'un film pornographique des années 80. «Certains lost media deviennent finalement un peu moins intéressants lorsqu'on les a trouvés», plaisante le vidéaste. Depuis le succès des vidéos aux millions de vues de Feldup, une petite communauté de recherche de lost media s'est progressivement constituée en France sur le forum Reddit ou sur le réseau social Discord. Une fresque prenant la forme d'un iceberg, avec les principales œuvres recherchées, à même été conçue pour l'occasion. Elle com-



cultures contemporaines.

DAPRES PHOTOS GETTY IMAGES

«On ne lâche pas, même si ça doit s'étaler sur des années pour un petit truc qui n'intéresse personne.»

Félix Dupuis youtubeur

qu'un qui l'aurait enregistré sur disque dur ou VHS, pour espérer ensuite la numériser. Toute la spécialité de Hugo, lui aussi passionné de lost media. Sur sa chaîne YouTube «Like a Strange Balloon», il poste des vidéos de VHS trouvées sur leboncoin, chez ses amis ou dans des brocantes : «Il y a plein de choses sur les supports anciens que l'on n'a pas pensé à numériser et quand un objet est perdu, la mémoire et la connaissance qu'il stocke s'effacent avec lui.»

Le résultat ? Un étrange cocktail de vidéos de vacances d'une plage de l'île de Saint-Martin dans les années 90, d'une échographie anonyme, de vieilles émissions télé ou encore d'un documentaire Arte perdu depuis 2004 sur la reddition de la colonne Elster en 1944. «Il y a un vertige et une émotion quand on redécouvre le contenu perdu, qui va de pair avec la VHS, son grésillement», témoigne celui qui a commencé des études d'archiviste après une licence de psychologie, dans la continuité de sa passion.

En France, les livres sont conservés à la Bibliothèque nationale de France (BNF) via le dépôt légal, les films au Bois-d'Arcy et le patrimoine audiovisuel à l'INA. Mais ce n'est pas le seul patrimoine sauvegardé. La BNF possède une activité de sauvegarde du Web français et a archivé plus de 55 milliards d'URL de sites, de forums, de blogs, de pages sur les réseaux sociaux, sur le modèle d'Internet Archive aux États-Unis.

Pourtant, rien n'empêche que certains contenus soient perdus : «Parfois, des réseaux sociaux refusent que l'on sauvegarde leurs données», explique le chef de service du dépôt légal numérique à la BNF, Vladimir Tybin. Et de toute façon nous ne pouvons pas tout archiver, notre recherche n'a pas l'ambition d'être exhaustive et reste fragmentaire.» Les chercheurs de lost media bénévoles combinent ainsi les failles.

Dans la grande majorité des cas, ces archives publiques restent cloisonnées et fortement dépendantes des droits d'exploitation et du droit d'auteur. L'accès à ces archives n'est ainsi réservé qu'à une poignée de chercheurs et autres journalistes. «Les lost media, ça existe aussi parce qu'on a confisqué au grand public l'accessibilité à des œuvres culturelles...», estime Fanny Erba, responsable de diffusion audiovisuelle pour divers youtubeurs. «On a perdu la main sur la pérennité de nos productions», ajoute-t-elle, aspirant à une meilleure collaboration entre les internautes et les institutions.

Cette recherche de lost media porte ainsi avec elle une certaine vision libertarienne du Web : «Il y a l'idée d'un décloisonnement des sources», pense Hugo de «Like a Strange Balloon». Une manière de concevoir la culture et les documents comme un bien commun accessible à tous. Avec son penchant underground. Pour sauvegarder certaines œuvres et les rendre publiques, les diffusions illégales de contenus restent parfois la seule solution envisageable. Le site Abandonware France propose depuis vingt-quatre ans au public plus de 3000 notices et jeux vidéo pour ordinateur à télécharger. «On distribue ces jeux à l'encontre du droit d'auteur et souvent sans autorisation explicite», concède Olivier Cassou, fondateur du site. Mais comme ces jeux sont anciens et ne sont

plus commercialisés, personne ne nous dit rien.» Par cette activité, l'association empêche une grande partie de ces jeux de devenir des lost media, portant avec elle «l'ambition d'une transmission de connaissances». De nouveaux jeux font ainsi leur arrivée sur le site régulièrement, comme la version française du premier *Prince of Persia*, qui était auparavant introuvable en ligne.

«Très vite, on s'est posé la question de la sauvegarde de ce patrimoine culturel et artistique, car les supports physiques ne sont pas éternels, les disquettes se dématérialisent, les CD se détériorent...», explique Olivier Cassou. L'association se concentre exclusivement sur les jeux PC publiés avant 2005, mais un gros travail reste à faire sur les cartouches de jeux vidéo ou encore les jeux publiés exclusivement en ligne. La BNF collecte bien les boîtes de jeux vidéo physiques, mais elle ne met que rarement en place des dispositifs pour retrouver les jeux qui lui manquent, faute de moyens», ajoute le fondateur d'Abandonware France. Pourtant, il y a un véritable enjeu de sauvegarde des logiciels. Selon une étude de la Video Game History Foundation, 87% des jeux vidéo parus aux États-Unis ne sont pas accessibles et sont en danger de disparition.

Sous la face émergée des médias perdus se cache toute une réflexion sur le stockage de nos cultures contemporaines. Les chercheurs de lost media peuvent en effet être perçus comme des archéologues et archivistes du Web, qui rendent accessibles ce qui a été perdu. Avec la question corollaire : comment décider de ce qu'on doit sauvegarder ou non ?

Rien n'est éternel

Cette recherche se heurte par exemple au droit à l'oubli de personnes ne souhaitant pas se voir sur les vidéos. Ou aux proches de personnes décédées. Un exemple célèbre est le cas de Christine Chubbuck aux États-Unis, en 1974. Des milliers d'internautes s'étaient mis en tête d'être les premiers à retrouver les images de son suicide en direct sur une télé locale de Floride, sans réfléchir au véritable intérêt de cette recherche.

À l'inverse, certains médias moins considérés sont un témoignage de leur époque, quand ils ne sont pas des attaches qui composent notre culture commune. Exactement ce qu'il se passe lorsque des internautes se mettent à la recherche des premières vidéos d'Internet ou de memes. «Il y a une évolution des rapports à l'image, là où des vidéos vues comme des vieilles vidéos, pas intéressantes, sont devenues l'incarnation du charme d'une époque d'Internet», conclut le vidéaste.

Rien n'est éternel, même le Web. Nos données sont stockées sur des supports physiques, qui peuvent aussi disparaître ou être détruits, dans un incendie de serveurs par exemple. Selon une étude du Pew Research Center, 38% des pages web qui existaient en 2013 ne sont plus accessibles une décennie plus tard. Lorsque les plateformes musicales ou de VOD ferment, elles entraînent avec elles des centaines d'œuvres. Les sites web, réseaux sociaux et autres gifs sont peut-être de futurs lost media auxquels ne pourront pas accéder les prochaines générations.

La BNF a fait le choix l'année dernière de stocker 12 millions de pages Skyblog publiques avant qu'elles ne disparaissent : «Ce sont des témoignages d'une génération qui a utilisé leur blog comme un journal intime, de ce qu'était la jeunesse dans les années 2000», justifie Vladimir Tybin. «On ne sait pas vraiment ce qui va intéresser les chercheurs dans cinquante ans, donc pour nous, un blog ou une page d'un site marchand a autant de valeur qu'une des premières bibles de Gutenberg», conclut-il. Ne rien négliger des témoignages de notre époque. Au risque de laisser brûler une autre bibliothèque d'Alexandrie. ♦

prend certains épisodes de la première adaptation en dessin animé des *Aventures de Tintin* de 1957 chapeautée par Hergé, la démo de l'album que Serge Gainsbourg concevait avant sa mort, des prototypes des jeux vidéo *Rayman* ou encore des vidéos du youtubeur Squeezie.

Mais si la plus grande force de ces recherches est de faire appel à l'intelligence collective et à des mémoires multiples, lorsque des milliers de personnes travaillent dans le même objectif, ces enquêtes sont très souvent des périples solitaires. «La recherche de lost media français, c'est suffisamment obscur pour ne concerner que peu de personnes. [...] On fait du sur-place avec aucune info et on navigue seul», témoigne un utilisateur à la recherche d'une vidéo YouTube du vidéaste 123Lunatic disparue depuis des années. «C'est super facile de perdre espoir, mais on ne lâche pas, même si ça doit s'étaler sur des années pour un petit truc qui n'intéresse personne», poursuit-il.

Sur son temps libre, Thomas, 22 ans, s'attelle quant à lui à retrouver la version française de la série franco-canadienne *Cosmic Cowboys* diffusée pour la dernière fois en 2004 sur France 3. «C'est une série qui fait partie de mon enfance, je la regardais avec mon père lorsque j'étais très jeune le samedi matin.»

«Vertige et émotion»

Aujourd'hui, seule une poignée d'épisodes en anglais, russe et allemand sont disponibles... mais aucune trace de la version française. «Cela fait deux mois que je travaille dessus, j'ai demandé à des Québécois, aux ayants droit, à l'INA et à France Télé, sans succès.» Depuis notre entretien, Thomas a fini par retrouver une partie de la série grâce à un Québécois, contacté sur un groupe Facebook, qui avait enregistré la série sur un DVD à l'époque de sa diffusion.

L'un des principaux moyens de retrouver un lost media est justement de trouver quel-

IDÉES/

Procès des viols de Mazan : le «boys club» et les endormies

Entre nausée et haine, l'écrivaine québécoise réagit sur ce que lui évoque le procès, en cours, de Dominique Pelicot qui a violé et fait violer par ses désormais coaccusés son épouse, sous l'emprise de médicaments. Un récit, initialement paru au Canada dans «la Presse», qui interroge le désir masculin pour des femmes inanimées, des presque mortes.

Ces hommes, trouvés par l'entremise d'un site web, partageaient un même désir criminel : violer une femme inconsciente. Une femme soumise chimiquement. Le mari n'a jamais nié ses crimes : des milliers de photos, prises par lui, les documentent et ont permis à la police de révéler à la victime ce qui lui était fait depuis des années sans qu'elle le sache. Des symptômes physiques (fatigue, pertes de mémoire) n'ont mis la puce à l'oreille d'aucun médecin, d'aucun gynécologue. Les somnifères étaient si puissants que la victime, chaque matin, sortait d'une sorte de coma, parfaitement inconsciente de ce qu'on lui avait fait subir la veille.

LE HAUT DU PAVÉ

J'écris ces lignes et j'ai la nausée. Depuis la première mention de cette histoire, il y a deux ans, je repense aux contes de fées de mon enfance, aux innombrables incarnations de femmes ensommeillées, presque mortes, et sorties de leur torpeur par le baiser d'un prince – depuis *Blanche-Neige et les Sept Nains* qui la «veillent» et *la Belle au bois dormant*, jusqu'aux *Belles Endormies* de Yasunari Kawabata (1961) où un homme âgé paye pour passer la nuit aux côtés d'adolescentes endormies sous l'effet de narcotiques puissants. Il n'y a que *Maléfique* qui m'a réconciliée, le baiser d'une mère sorcière féministe venant remplacer celui (inefficace) d'un joli garçon un peu bête.

Sommes-nous fabriqués de ces images ? Est-ce que ces images fabriquent la société dans laquelle on vit, où le masculin continue à occuper le haut du pavé ? Si bien qu'il semble acceptable, pour

nombre d'hommes, de glisser du GHB dans le verre d'une femme, sans qu'elle le sache, pour la soumettre et en profiter. Si bien qu'il semble normal, pour nombre d'hommes, de caresser, embrasser, pénétrer leur compagne alors qu'elle est endormie...

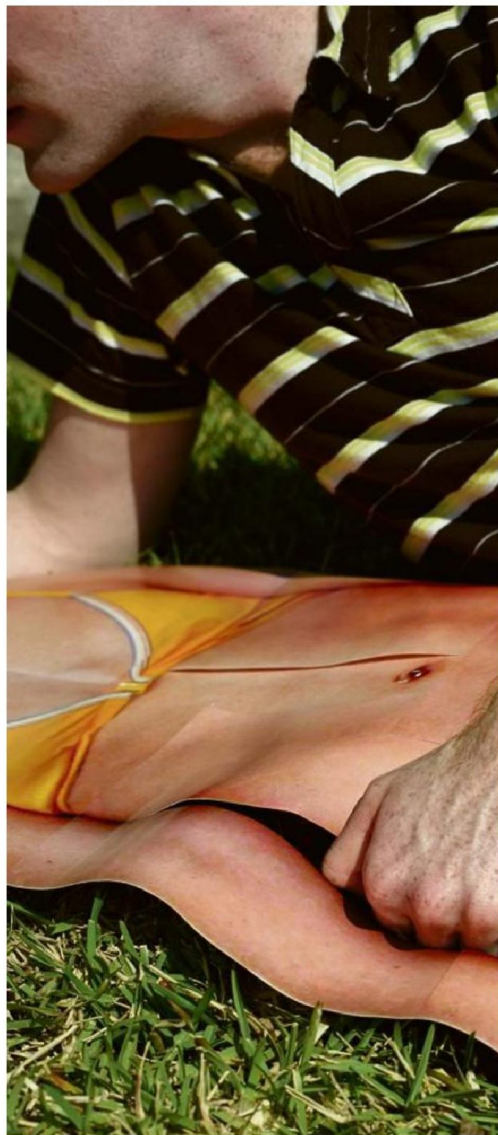
Ou comme le disait le titre de la discussion menée en ligne, dans le cas de Mazan, pour «recruter» des participants : «A son insu.» Les accusés qui font face aujourd'hui à la justice continuent à nier. Ils refusent d'admettre qu'il s'agissait de viol, comme si le sexe qui a lieu «à l'insu» d'une personne n'en était pas la définition même...

La France, en ce moment, se demande si le procès de Mazan n'est pas le signe d'un problème de société. On a envie de répondre oui, en France comme ici. Et qu'il est temps de prendre au sérieux le désir masculin pour des femmes inanimées, poupées gonflables, poupées hyperréalistes en silicone de type RealDoll, poupées qui bientôt seront robotisées et artificiellement (au lieu de vraiment) intelligentes. Mais surtout : des femmes en chair et en os, des femmes humaines comme s'il fallait le préciser et qu'on drogue pour qu'elles deviennent poupées. Des endormies. Des presque mortes.

Le film d'Emerald Fennell me revient en tête, *Promising Young Woman* (2020), où une jeune femme prend sa revanche, jouant l'ébriété pour voir jusqu'où un jeune homme, rencontré dans un bar, profitera de son état. Et au moment où il manifeste que le consentement ne lui importe pas, elle se réveille, et le confronte, le place devant le crime qu'il s'apprêtait à commettre. Le place devant sa misogynie, le mépris qu'il a pour les femmes, cette violence qu'il possède en lui et que pourtant il nie, malgré le fait qu'il était sur le point de l'activer. Comme les violeurs de Mazan prétextant que puisque le mari était d'accord, puisqu'il était présent et que la victime était «sa» femme, ce n'était pas un viol. Ces dizaines d'hommes, invités par monsieur

Pelicot, comme le nomme désormais son ex-épouse, sont l'incarnation d'un M. Tout-Monde criminel, maléfique, et surtout, misogyne. Artisans, chauffeur-livreur, journaliste, électricien, gardien de prison, pompier... Ces «bons pères de famille», dont certains étaient des voisins de Gisèle Pelicot, assis ensemble dans la salle d'audience, forment un boys club, une hypotase du boys club. Comme on pourrait le dire d'organisations qui sont traditionnellement masculines et qui continuent, au-

La France, en ce moment, se demande si le procès de Mazan n'est pas le signe d'un problème de société. On a envie de répondre oui, en France comme ici.



Par
MARTINE DELVAUX



Ecrivaine québécoise



jour d'hui, à être investies majoritairement par des hommes. Des organisations menées par des hommes qui en tiennent un privilège.

CE «TOUS PAREIL»

Le viol collectif (qu'on dit aussi «en réunion»), comme on l'a vu dans le cas de différents sportifs, est l'aveu le plus clair du sexisme et de la misogynie, c'est-à-dire de la haine envers les femmes et les personnes marginalisées de manière générale, qui sous-tend le boys club. Ce «tous pareil» qui

sert de paravent aux gestes les plus inacceptables. Ce «un pour tous et tous pour un» qui est la pierre de touche de l'impunité. Gisèle Pelicot, en se présentant au palais de justice d'Avignon, dans une salle où se trouvent ces hommes qui l'ont violée alors qu'elle était dans un état profond d'inconscience, des hommes dont elle ne se souvient pas, force maintenant un regard sur eux. Et tombent, soudain, les habits du boys club. Les voilà, ils sont nus. Tout ce qui reste, c'est la peau de leur haine. ◆

Photo issue de la série *The Substitute* (2017). PHOTO DAWN WOOLLEY

#MeToo : une loi contre la culture du viol, et vite !

Ce procès ne doit pas oblitérer le fait que 94 % des plaintes pour viol ont été classées sans suite en 2021. Pour la Fondation des femmes, une loi doit être adoptée pour que les victimes soient entendues.

Par
LA FONDATION DES FEMMES

Parce que seules, nos voix ne suffisent pas, nous attendons de la justice qu'elle envoie un message clair à nos pères, frères, amis, oncles et cousins, professeurs, patrons, curé, imam ou rabbin, une fois pour toutes, que nos corps ne leur appartiennent pas. La culture du viol et de l'impunité doit s'arrêter là. Pour cela, un préalable est indispensable : prendre au sérieux les victimes. L'affaire des viols de Mazan tient à un enquêteur ou une enquêtrice, qui a décidé de prendre au sérieux une photo volée sous la jupe d'une femme. De portable en ordinateur, de site internet en fichier ADN, cette affaire «anodine» pourrait mettre à jour un violeur en série, un meurtrier, et plus de 50 autres avec lui.

Des chantiers immenses...

Par contraste, selon une note de l'Institut des politiques publiques (IPP) parue en avril, 94% de plaintes pour viol étaient classées sans suite, un chiffre en hausse constante depuis #MeToo. Par manque de moyens souvent, aucune enquête n'est menée, le mis en cause, dont l'identité est connue dans 80 % des cas, n'est pas convoqué, son portable n'est pas fouillé, les preuves ne sont pas collectées ou ne sont pas sauvegardées. Combien de Dominique Pelicot continuent d'agir en totale impunité ? Mais peut-on se satisfaire de cela sachant qu'il a fallu neuf ans pour sauver madame Pelicot alors qu'elle alertait des médecins depuis des années ? Que les associations dénonçaient les dangers du site Coco.gg depuis longtemps ? Et peut-on se satisfaire d'un procès qui, dès les premiers jours, se penche sur le passé sexuel de la victime, fait appel à des experts psychiatres maintes fois décriés et dont les avocats de la défense se jouent des ressorts de la culture du viol pour mieux humilier les victimes ? Des chantiers immenses sont devant nous.

Nous savons qu'il est plus facile de s'indigner des morts et des affaires dites «exceptionnelles». Mais prenez au sérieux les associations féministes quand elles le disent : la culture du viol est la norme. Les monstres sont normaux. Dominique Pelicot n'est atteinte d'aucun trouble. Les 72 hommes qui ont violé Gisèle non plus. Une étude en 2016 démontrait que 50 % des hommes pourraient user de stratagèmes rusés, plus ou moins violents, pour forcer le consentement d'une femme. Et 30 % des hommes violeraient une femme s'ils étaient certains qu'elle n'irait pas porter plainte, des chiffres en hausse lorsqu'ils consomment de l'alcool.

Pour en finir avec cette culture du viol, nous avons besoin de #MeToo. À l'instar de Gisèle Pelicot, qui a choisi un procès public, nous avons besoin de cette grande confrontation sociale. Malgré les retours de bâtons, les manipulations médiatiques et juridiques pour faire taire les victimes et les mensoignes systématiques des mis en cause, le mouvement #MeToo continue et fait désormais le procès d'une justice engluée dans une culture du viol profondément enracinée dans notre société. #MeToo nous permet d'avancer.

... avec des moyens d'agir

Il tarde d'une réponse politique à la hauteur de la révolution que nous vivons. De nombreux chantiers demandent à être ouverts. Nous demandons une loi intégrale contre les violences sexuelles, qui se pencherait sur les dysfonctionnements de nos institutions. Il faudrait des enquêtes systématiques sur les mis en cause, interdire celles sur le passé sexuel de la victime, encadrer les expertises psy, récolter et conserver les preuves de soumission chimique, prendre en compte la sérialité, etc. Cette loi donnerait un cadre et les moyens d'agir et de protéger. Pour cela, il faudrait élargir les ordonnances de protection aux victimes de viol, embaucher 5000 enquêteurs, financer à hauteur de 390 millions d'euros supplémentaires les associations d'aide aux victimes, rembourser le soutien psychologique, former les juges des cours criminelles départementales, etc. Elle afficherait une réelle volonté de lutter contre la culture du viol dont nous sommes abreuvés, en particulier via le porno, dès le plus jeune âge. Bref, une loi intégrale pour répondre à cet enjeu immense que nous pose le procès Mazan. Une loi intégrale contre la culture du viol. Une loi intégrale pour prendre enfin au sérieux toutes les victimes. ◆

IDÉES/



La vasque de la flamme olympique dans le jardin des Tuileries, à Paris le 9 août. PHOTO DENIS ALLARD

La parenthèse enchantée des JO, une leçon pour le corps politique ?

Miné par les enjeux de bataille entre leaders et entre les partis, le politique se dissout dans la politique. Il conviendrait, dans le sillage de la symbolique des Jeux, de refaire nation.

Alors que la clôture des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 achève une période d'euphorie collective et que la France accouche difficilement d'un Premier ministre, passons-nous véritablement d'une parenthèse enchantée à un retour à la béance politique antérieure ? Autrement dit quelle est la nature du bilan à tirer des JO ? Parenthèse sportive ou leçon politique donnée à la classe politique ? Revendiqués par Thomas Jolly comme une

célébration des corps, de tous les corps dans leur diversité, ne faut-il pas voir aussi dans les JO une leçon donnée au corps politique ?

TEMPS PACIFIÉ

Sans nul doute, les JO de Paris ont été d'une certaine manière conformes à ce qu'ils étaient appelés à être dans l'Antiquité : une période de trêve laissant place à la compétition et aux seuls affrontements sportifs. La magie des Jeux s'impose là dans un temps pacifié. Quel contraste alors entre le spectacle donné par l'élite politique engoncée et piégée par les enjeux de la compétition politique et ce formidable engouement collectif amorcé dès la cérémonie d'ouverture ! Face à l'outrance et au déchirement de nos dirigeants politiques, d'une certaine manière le public a répondu de la plus belle des manières en rappelant à ces élites ce qui devrait être au cœur du politique.

Partout, et tout au long des compétitions, les symboles de la cohésion d'un peuple avec un pays ont été présents sinon magnifiés. Tout d'abord par la gestion des enceintes sportives au cœur même de la capitale, au plus proche du cœur de la décision politique, et au plus près des monuments porteurs de mémoire collective. A commencer par la place de la Concorde

plus que jamais nous rappelant que le bien commun nous oblige à l'harmonie.

SURGISSEMENT

Le déroulement des Jeux dans l'espace public commun, au-delà des stades spécifiquement dédiés à la chose sportive, a fait de la capitale une agora contemporaine, la place où les supporters déclarent et vivent leur flamme citoyenne, le lieu d'une ferveur et d'une cohésion collectives. Le public assiste au spectacle et s'affiche complètement en phase avec les épreuves et les athlètes français : la *Marseillaise* résonne dans les gradins, les bleus chaleureusement encouragés alors que les drapeaux s'agitent et que le chant se transforme en déclaration d'amour — *Que je t'aime* devient un hymne au jeu et en même temps sonne comme une autodéclaration d'amour à un corps collectif. Là, il y a une osmose entre le public peuple et

les athlètes élites, une solidarité qui permet à tous et à chacun de faire corps avec la nation.

La leçon politique est radicale au sens où elle nous ramène à la racine et à l'essence du politique. L'exigence de la polis-Cité, c'est que tout un chacun se fonde dans un ensemble qui le dépasse et auquel il se soumet. Au fondement du contrat social, du pacte politique qui nous lie, nous sommes tous articulés, solidaires par cette soumission volontaire au groupe. La solidarité nationale relève alors de cette solidarité mécanique qui dans une filiation durkheimienne nous indifférencie dans un groupe qui nous dépasse : il n'y a plus de cadres, d'ouvriers, d'employés, de paysans, il n'y a plus d'hommes et de femmes, de jeunes et de vieux, de personnes valides ou handicapées, de croyants ou d'athées. Il y a là surgissement par communion de ce corps collectif qui fait nation. Cette cohésion est aussi celle que décrit Norbert Elias lorsqu'il décrit ces liens invisibles qui nous relient tous et qui font que le quidam, le voisin que l'on croise sans vraiment échanger, sont tous nos concitoyens.

Par contraste, la crise politique aux sommets de l'Etat s'apparente à une incapacité de nos élites politiques à faire corps. Le corps exécutif et le corps législatif apparaissent désarticulés incapables de dessiner un avenir de cohésion pour l'ensemble. Miné par les enjeux de la compétition entre les leaders et entre les partis, le politique se dissout dans la politique, perdant ainsi tragiquement le sens de sa convenue.

Pour l'heure, il conviendrait dans le sillage de la symbolique des Jeux de refaire nation. Retrouver le sens du commun par-delà ce qui nous sépare et nous différencie. C'est bien là ce que la chose commune, la Res-publica, réclame et à laquelle le peuple citoyen est fortement incliné. Les thèmes ne manquent pas, que cela soit à propos de l'environnement, de l'alimentation, de l'éducation, de la santé, du logement, des transports, tout un peuple citoyen est prêt, au nom du bien commun, à entonner les chants d'encouragements et à s'abandonner à une volonté collective. Il reste à nos élites politiques de ne pas oublier ce qui fait leur légitimité et à s'obliger au nom d'une éthique de responsabilité à un impératif catégorique de concorde nationale. Il n'y a que comme cela que pourra s'opérer le réenchante-ment politique dont nous avons tous besoin. ■

Par
**JEAN-FRANÇOIS
LEFÈVRE-FARCY**



Professeur de sciences économiques et sociales


RÉJOUISSANCES

 Par
LUC LE VAILLANT

De la misère en milieu politique

Conseils de prudence aux responsables de gauche afin qu'ils fuient les querelles insolubles nées de la dissolution et s'évitent épuisement et déshonneur.

Planque-toi, camarade, si tu ne veux pas te retrouver les chevilles coulées dans le béton au fond du lac démocratique. Asperge-toi de la neige carbonique du désinvestissement afin d'éviter que ton enthousiasme émancipateur et ta bonne volonté égalitaire soient incendiés par la déflagration institutionnelle de ces derniers mois. Si, comme toi, j'étais député NFP ou responsable de l'un des partis de la vacillante coalition de gauche, membre du NFP ou social-démocrate divergent, je m'empresserais de ne plus bouger une oreille. Et je me pelotonnerais en position latérale de sécurité sous la couette de mon attentisme. D'ordinaire, je t'incite à charger au grand galop, en lancier vigoureux, heaume levé et poitrail exposé. Toujours, je te recommande de brandir l'oriflamme de ton programme et de graver sur ton bouclier en guise d'armoiries la liste des réformes que tu estimes prioritaires. Cette fois, camarade, je pense que si tu mets la tête à la fenêtre du train blindé de la dissolution, tu vas te prendre un vent. Tu vas ressortir en lambeaux de ces bagarres livrées dans les impasses d'un labyrinthe d'alliances impossibles et d'arrangements pourris. Tu vas abîmer ta force vive dans ces pugilats sur des tas de gravats faits de tessons de solutions ébréchées. Tu vas t'aveugler dans le noir d'un tunnel de déceptions recommencées, te perdre dans un no man's land de décisions impossibles et de compromissions fétides. Tu vas me rétorquer qu'on ne se présente pas la bouche en cœur aux suffrages citoyens pour ensuite refuser d'exercer la charge convoitée, telle une allumeuse qui ferait sa mijaurée. Je sais bien, qu'en politique, le prétendant permanent résiste mal à l'attrait des responsabilités. C'est sa nature et son obsession.

Mais réfléchis ! Regarde le paysage alors que la bataille vient juste de débuter ! Remarque combien ce

champ d'expériences commence à être tailladé de sillons empoisonnés. Emmanuel Macron a dissous l'Assemblée nationale par pulsion incontrôlée. Le voilà contraint de soigner son narcissisme blessé dans une citadelle assiégée qu'il finira peut-être par abandonner avant l'heure. Premier ministre tardif et inespéré, Michel Barnier promène son teint rosé de montagnard savoyard qui aura du mal à prendre de la hauteur. Il hausse même un menton de général de brigade comme si sa volonté pouvait quelque chose contre l'arithmétique électorale fatale. A droite, les postulants multiplient les envois de CV. Ils se fichent bien que les maroquins soient assurés de valser en cadence, tant le titre se revendique à vie même si cela n'a duré que l'espace d'un instant. Matoise, Marine Le Pen se tait et guette sa proie en Raminagrobis patelin. L'œil mi-clos, elle joue les innocentes ne voyant que complot malveillant dans le procès en détournement de fonds européens qui lui est fait. Le front républicain

sent le sapin, et c'est Aymeric Caron, insoumis à la mèche arrogante et au mépris hautain, qui vient de planter le dernier clou dans le cercueil. L'insoumis s'absiendrait et jetterait dans le même sac le RN et les macronistes si un second tour les réunissait. Devenu féroce sur le tard, Ruffin-des-Champs vitrifie Mélenchon-des-Quartiers. Il lui reproche d'instrumentaliser le communautarisme musulman et de détester cordialement la plèbe malodorante des bouseux des bourgs pour leur préférer les « racisés » des tours. Faure, lui, laisse son PS se fracturer, tiraillé entre la nécessité de redéfinir une ligne sociale-démocrate et l'angoisse de devoir faire cavalier seul aux législatives futures.

Tant que soufflent les vents mauvais, camarade, baisse la visière de ta casquette afin que celle-ci ne soit pas arrachée par les tempêtes à venir. Et tant pis si cette défausse te paraît lâcheté indigne. A l'Assemblée nationale, les jours qui viennent vont se résumer à des accusations de trahison et de renie-

ment. Chaque antifasciste auto-proclamé reprochera à l'autre de faire la courte échelle au RN. Entre accommodements camouflés et oppositions de façade, il est probable que cela soit terriblement déstabilisant et qu'une seule en sorte gagnante, tu sais de qui je veux parler. Le terrain est miné. L'impuissance du gouvernement est assurée, l'hystérie de l'assemblée garantie et la fragilité de l'Elysée avérée.

Il y a très très longtemps, à Strasbourg, de brillants situationnistes rédigeaient un libelle nommé « De la misère en milieu étudiant ». Celui-ci annonçait le joli Mai 68 et se concluait par l'injonction à « *Vivre sans temps mort et jour sans entraves* ». Il est probable que cette chronique intitulée « De la misère en milieu politique » préseigne d'une évolution strictement inverse. Et qu'il faille mieux, mon petit camarade, que tu te mettes à l'abri afin de réarmer ta pensée et de structurer tes options philosophiques au lieu de dilapider tes forces dans de vaines querelles pathétiques. ➤

SIÈGE COCO


CULTURE/

Par
BRICE MICLET

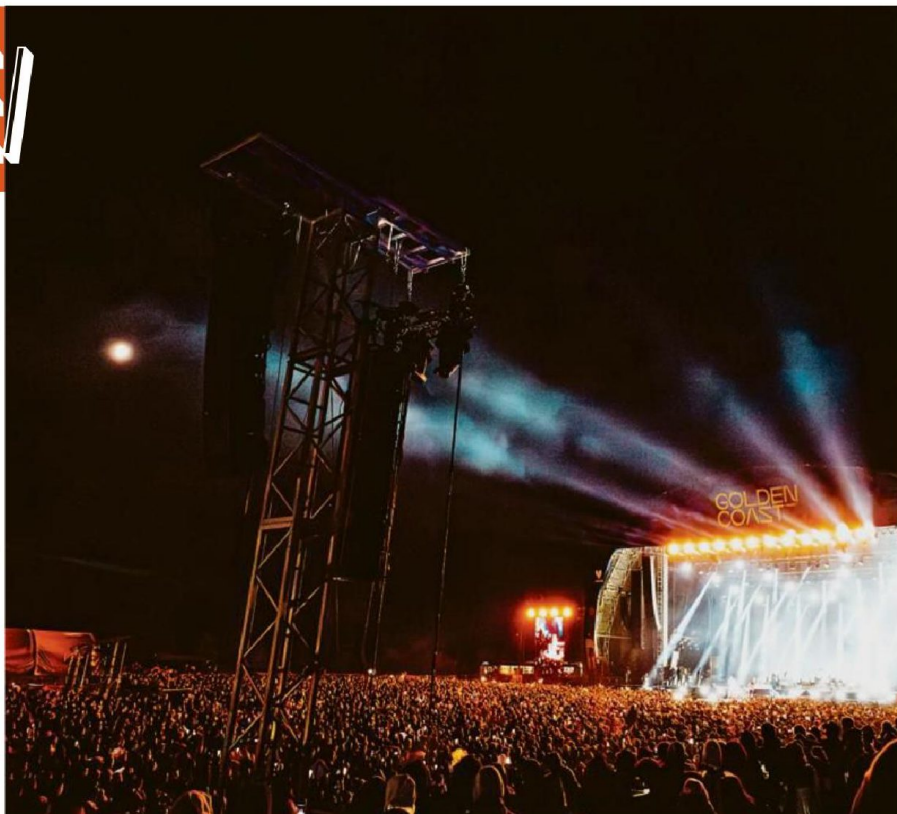
«**C**a y est, je rentre dans la phase où je regarde compulsivement la météo de ce week-end.» Alors que la troisième édition du Grünt Festival doit se tenir au parc de la Bergère à Bobigny vendredi et samedi, son cofondateur Jean Morel commence à être pris des exacts mêmes tics habitant chaque acteur de la musique désireux d'organiser un événement en plein air. 20 000 personnes y sont attendues, contre 7 000 l'an passé et 3 500 la première année. Une fréquentation rendue possible par l'éclosion d'une culture festivalière au sein du public rap, pourtant presque inexistante il y a encore dix ans. Certes, de nombreuses manifestations, souvent dans de grandes villes ou villes moyennes, existaient dès les années 90, mais à l'air libre et sur plusieurs jours, qui plus est hors d'un cadre strictement urbain, c'est nouveau.

Le tournant est à situer à la fin des années 2010 lorsque le rap, première musique en France, est devenu l'esthétique musicale exclusive du festival belge les Ardentes, implanté à Liège. Son programmeur, Jean-Yves Reumont, se souvient d'une transition complexe. «On n'arrivait pas à sortir de la masse des festivals généralistes [...]. Quand on essayait de toucher des médias français, ils nous répondaient : "C'est sympa votre truc, mais des événements comme ça, on en a 35." On s'est alors dit que cette scène rap était à creuser. L'année qui marque ce changement, c'est 2015, et elle n'a pas été facile. Notre public historique, rock, était irrité, ne comprenait pas. Notre affluence a chuté, mais on a attiré un nouveau public, on s'est rajouté, et il y a eu un nouvel intérêt médiatique.»

«OSTRACISME»

Le succès de cette formule, qui a rameuté 250 000 personnes en 2024, autour de poids lourds internationaux tels que Nicki Minaj, Central Cee, 21 Savage aux côtés de Booba, Ninho ou Gazo et Tiakola, a prouvé aux derniers réticents que le public de cette musique était prêt à danser sous la pluie ou en plein cagnard. Et a donné des ailes aux équipes du Golden Coast qui, pour sa première édition entièrement centrée sur le rap français, vient de réunir 20 000 personnes à côté de Dijon les 13 et 14 septembre. A sa tête, des acteurs venant d'horizons différents tels que la société de production Please Please, le groupe médiatique Combat fondé par Matthieu Pigasse (qui compte aussi Radio Nova, les Inrockuptibles et le festival Rock en Seine), la structure Play Two Live associée à TFI, et Live Affair, filiale événementielle de Bellevue, pont de la distribution musicale hexagonale. «Il y a beaucoup de festivals qui insèrent du rap dans leur programmation alors qu'ils n'en faisaient pas il y a encore dix ans, relève le cofondateur et directeur artistique Vivien Becle. Mais ils sont un peu obligés parce que c'est ce qui marche, que ça remplit la billetterie. Beaucoup le font en se bouchant le nez.»

L'histoire du rap français est indissociable de la condescendance de la culture rock dominante à son égard. Bernard Batzen ●●●



Festivals

Une nouvelle force de rap

Grünt Festival, Golden Coast, Yardland... Après des années de méfiance voire de condescendance, les événements dédiés à la scène hip-hop se multiplient et rencontrent le succès.

●●● peut en témoigner. Directeur artistique du tourneur Azimuth, il a été l'un des premiers Français à organiser une tournée uniquement avec des artistes du cru. «En 1991, j'ai monté la série de concerts suivant la sortie de la compilation Rapattitude. Dans le métier, personne n'y croyait. Je pourrais rapporter les propos de personnes aujourd'hui à des postes clés qui expliquaient que c'était infaisable, que ça ne durerait pas. Et pire, ils détestaient le rap. Pour eux, ça n'était même pas de la musique. Cet ostracisme a duré longtemps, aussi dû à l'atmosphère un peu tendue des premiers concerts de rap. Les salles, les municipalités et les festivals avaient peur.»

ÉCOSYSTÈMES

Eric Bellamy, également tourneur historique du genre, aujourd'hui à la tête de Nouëva productions, abonde : «Quand des festivals généralistes se sont enfin mis à programmer massivement du rap vers la moitié des années 2010, parce qu'ils n'avaient plus le choix, il n'y avait plus de réelle demande pour un événement 100% rap. Il a donc fallu encore attendre que certains se lancent.» Et que, des deux côtés, les mentalités changent. En attendant, le rap a créé ses propres écosystèmes, en dehors d'une industrie peu complaisante. «Beaucoup d'artistes se sont dirigés vers les clubs, ont organisé des tournées dans les discothèques pour avoir ne serait-ce que quelques dates, continue Eric Bellamy. Petit à petit, les festivals ont accueilli des rappeurs plus armés pour ce type de concerts... Ça a détendu tout le monde.»

Pendant la première édition du festival Golden Coast, près de Dijon, samedi. PHOTO G. MORISSET

Merzouk et aux heurts qui en ont découlé. «Malgré l'actualité, on a réussi à créer une union avec nos consommateurs, notre écosystème», explique, dans un champ lexical très parlant, sa cofondatrice Caroline Travers. En dehors de la programmation artistique, on a une vraie programmation lifestyle, associative, mode, etc. Yardland tient également à ne pas se limiter au rap, mais à représenter les musiques affiliées, dites «urbaines», dans leur globalité. Le public biberonné au dancehall, au shatta, au r'n'b, aux sonorités congolaises, est aussi à conquérir.

«STRATÉGIE»

Mais si créer un festival rap est, sur le papier, une idée fructueuse, se positionner sur la musique la plus populaire du pays ne protège en rien des aléas frappant le secteur. A Lille, les Paradis artificiels ont dû renoncer à retentir cet été. «Les ventes de billets ont été difficiles, reconnaît sa directrice de la communication, Perrine Chevalon. La baisse du pouvoir d'achat, l'augmentation des cachets des artistes, les Jeux olympiques, le fait que le public rap préfère globalement aller voir Danso à Paris parce qu'il y aura des invités... Tous ces éléments nous ont affectés. Depuis le Covid, les festivaliers achètent leurs places en dernière minute, il est très difficile de se projeter financièrement.» Avec l'importance grandissante des scénographies très élaborées dans le paysage live du rap, les concerts demandent également des investissements supplémentaires, que tout le monde ne parvient pas à absorber. «Il n'y a aucune économie sur tout ce qui est infrastructures», ajoute Jean-Yves Reumont.

Comme on essaie d'améliorer la qualité d'accueil, la déco, les coûts augmentent. On est logé à la même enseigne que les autres esthétiques. Pour moi, miser sur le rap aujourd'hui, ça n'est pas une stratégie économique gagnante. Les rappeurs et rappeuses savent qu'ils sont très demandés, les cachets explosent. J'ai même l'impression qu'ils augmentent plus dans le rap qu'ailleurs.»

Mais en se construisant une économie presque parallèle durant des années, cette musique a développé un sentiment d'appartenance et de communauté très fort, notamment via les médias spécialisés. Rien d'étonnant alors à voir Yard (une société d'événements hip-hop responsable du festival Yardland) et le média Grünt, tous deux totalement ou partiellement issus du secteur médiatique, parvenir à fédérer un public large dès leurs premières années d'existence. Jean Morel y voit un avantage: «Il y a une légitimité qui s'est construite sur plusieurs années, c'est très important. Yard est depuis longtemps dans le secteur de l'événementiel, ils ont organisé beaucoup de grosses soirées à Paris. Ils savent faire. Avec Grünt, on n'a quasiment aucun soutien promotionnel, mais les deux premières années, on a vendu les trois quarts des places avant même d'annoncer la programmation, juste avec notre nom.» Si le Grünt Festival est confiant avant ce week-end décisif, le doute plane toujours au sein cette économie naissante. «On va savoir si c'était une bonne idée, si ça se tentait, conclut Jean Morel. Était-il judicieux de tripler la jauge cette année? Je ne sais pas. Mais moi, j'y crois de ouf.»

«Dans le métier, personne n'y croyait. Je pourrais rapporter les propos de personnes aujourd'hui à des postes clés qui expliquaient que c'était infaisable, que ça ne durerait pas.»

Bernard Batzen directeur artistique du tourneur Azimuth

LIBÉ AMERICA



Journal de campagne, reportages, directs... La rédaction se mobilise pour vous faire vivre les élections américaines du 5 novembre 2024 et le duel crucial entre Kamala Harris et Donald Trump.

Pour suivre cette actualité, retrouvez aussi, tous les mardis, notre newsletter



Pour vous inscrire, flashez le QR code ci-contre ou rendez-vous sur la page liberation.fr/newsletters



Les danseurs performent avec leurs corps dissemblables, mais tous d'une physicalité impressionnante. PHOTO ANNE VAN AERSCHOT

Nouveau printemps pour les «Quatre Saisons»

A l'occasion du Festival d'automne, les chorégraphes Anne Teresa De Keersmaecker et Radouan Mriziga offrent une féroce renouvelée au tube de Vivaldi et subliment le vivant dans «Il Cimento dell'Armonia e dell'Invenzione».

Sur le plateau – carré blanc au sol qu'exécute le tracé de roses discrètes –, deux danseurs esquissent des pas de claquettes matinsés de flamenco – tac tac tacat tac tac tac. Ce rythme convoque les violons, la basse continue, toute l'ampleur des *Quatre Saisons*. Les interprètes jouent le *Printemps* comme un beatbox

pédestre, avec sur le visage une belle malice, et dans le corps une formidable endurance. Ce nouveau spectacle d'Anne Teresa De Keersmaecker et Radouan Mriziga travaille Vivaldi avec une rigueur pugnace dans l'analyse musicale, mais aussi avec une force d'incarnation qui permet d'enfin entendre ce tube absolu usé par les musiques d'attente et les fausses notes de conservatoire. Le Festival d'automne ouvre avec un véritable printemps, l'idée exaltante d'un renouveau.

Pour redonner vie à cette grande pièce musicale sur la nature, Anne Teresa De Keersmaecker a fait appel à un autre chorégraphe, le Belgo-Marocain Radouan Mriziga, et à la violoniste Amandine Beyer, dont la version enregistrée des *Quatre Saisons* avec instruments baroques, qui fait désormais référence, ré-

sonne avec une féroce renouvelée dans la grande salle du théâtre de la Ville.

Mouvement. Composé par un artiste vénitien dont l'environnement était urbain, accompagné de sonnets sur le grand cycle de la vie, cet ensemble de quatre concertos retrouve sa forme paradoxale sur un plateau d'abord éclairé par la lumière blanche et hyper-artificielle de néons blancs, qui clignotent en silence et dessinent une partition synthétique silencieuse. Dans un espace qui tient de la boîte de nuit et du terrain sportif, quatre danseurs (Bostjan Antonic, Nassim Baddag, Lav Crncevic et José Paulo dos Santos) performant une heure treinte durant, avec leurs corps dissemblables, leurs formations différentes, mais tous d'une physicalité impressionnante,

s'épuisant dans la répétition des cycles, suant sang et eau dans des costumes mi-toges mi-joggings, alternant solos, duos et ensembles fougues, lorsque soudain ils dansent à l'unisson, au rythme simple des grands refrains de Vivaldi. Ce Vivaldi-là n'a rien de joli – et ce n'est pas un hasard si ce qu'on entend d'abord est le deuxième mouvement, arythmique et lourd de l'*Automne*: l'archer d'Amandine Beyer crisse sur les cordes, la virtuosité des mélodies bourrées de notes à en crever affole l'oreille, les basses continues lancinent. C'est une œuvre-monde, une œuvre qui charrie la chaleur et la cruauté de l'été, la misère et la grâce de l'hiver, la mélancolie et la gaieté de l'automne, l'espoir et la folie du printemps et dans ce cycle infini, des cris d'animaux, des douleurs d'hommes: le vivant fait musique,

une matière que le spectacle veut représenter littéralement, dans la boîte noire du théâtre. Le vivant dont les sciences humaines nous répètent la nouvelle centralité théorique, le vivant dont le spectacle du même nom s'empare de plus en plus – au risque d'en faire bien vite un cliché contemporain. Le spectacle d'Anne Teresa De Keersmaecker et Radouan Mriziga a ceci de merveilleux qu'au contact du cliché il le subvertit aussitôt, et prend Vivaldi comme un répertoire en mouvement, presque comme un opéra classique dont il faudrait montrer, en écartant les trop-vus et trop-entendus, la nature profonde.

Miracle. De la même manière que les quatre concertos de Vivaldi fourmillent d'idées pour figurer en musique le grand cycle des saisons, le spectacle multiplie les techniques et fait feu de toutes les traditions. Sur la gestuelle royale de la «belle danse» baroque s'impriment des rondes folkloriques paysannes; la ronde est autant piroquette de ballet que flip de rue; la noble grammairie contemporaine, volontiers abstraite et arythmique, se trouve de gestes animaux burlesques – un danseur se transforme en grand oiseau battant des ailes, un autre cavale comme un cheval. On repère ça et là les gestes du travail des champs – la faucille, le semis, l'observation d'une pousse, tandis que résonnent dans la bouche des danseurs des aboiements de chien et les ronflements des travailleurs. Dans le corps des quatre danseurs, l'œuvre de Vivaldi se regonfle des cycles saisonniers et leurs archaïsmes oubliés: le labeur paysan, l'haleine des bêtes et les fêtes païennes de solstice.

Le spectacle se clôt dans la blancheur clignotante d'une boîte de nuit, tandis qu'une voix irréelle récite un poème où il est question d'empêcher la nature de devenir cimetière, et d'être sauvages qui inventent des rituels pour célébrer les «mers anciennes». C'est le miracle réussi du spectacle: rendre chair sauvage à l'un des pans les plus poncés de la culture occidentale en usant de ses formes les plus contemporaines.

LUCILE COMMEAU

IL CIMENTO DELL'ARMONIA E DELL'INVENZIONE D'ANNE TERESA DE KEERSMAECKER et RADOUAN MRIZIGA d'après VIVALDI

LE QUATTRO STAGIONI enregistrement d'Amandine Beyer et Gli Incongniti.

Au théâtre de la Ville (75 004) jusqu'à dimanche, puis en tournée.

CULTURE/

Extrait
de «Bonne
Journées». PHOTO
PAULINE BASTARDPauline Bastard s'en sort
haut la seconde main

Après quatre ans à arpenter le magasin et l'entrepôt d'Emmaüs à Grenoble, l'artiste propose des œuvres créées avec des travailleurs dans une exposition malicieuse autour de la récup.

A quel point ressemblent-ils à nos objets ? Ceux qui se choisissent patiemment finissent-ils par avoir plus d'épaisseur que nous ? Dans les *Choses*, Georges Perec explorait le point limite de la société de consommation et tirait déjà maintes métaphores ontologiques du motif de la bro-

cante. C'est avec ce livre mythique que semble aujourd'hui dialoguer l'exposition de la géniale Pauline Bastard, qui ouvre dans «Bonne Journée», un vaste pan social et politique à la discussion. Par exemple : qui sont les gens qu'une société considère «sans valeur» comme on le dirait d'une paire de grolles ? Peut-on être un individu «bon marché», «recyclable», «upcyclé» comme la chaise longue de même ? Evidemment, si l'on écrit «géniale» pour qualifier l'artiste, c'est que la morale de son histoire n'est jamais ostentatoire. On la déduit simplement de l'élégante ironie de cette œuvre collective en forme de pied de nez discret et amusé aux codes du marketing d'objet.

Pauline Bastard a arpenté pendant quatre ans les couloirs du magasin et de l'entrepôt d'Emmaüs Grenoble. Là-bas, elle a photographié le flux infini de commodités, sacs à main, repose-pieds dont on ne veut plus, issus de dons pour être revendus.

Ecrin. Elle a peu à peu rencontré les travailleurs en réinsertion qui collectent, trient, remettent sur pied avec minutie et patience tous ces rebuts. Avec eux, elle a peu à peu imaginé des shootings parodiques qui font biffer la chaîne de fabrication habituelle du commerce. Ici, un vieil autoradio photographié sur un tissu en satin rose joue le rôle d'objet précieux dans un écrin de luxe. Là, un homme prend

la pose lascive des mannequins slip dans un smoking de seconde main. Tous les codes de mise en scène de la valeur marchande y passent : éclairage, cadrage, positions des mains. On les admire à l'entrée dans le catalogue de vente qui n'est pas à vendre.

Dans les petits espaces de la galerie 22,48 m² de Romainville, structure qui représente désormais l'artiste, les supports des films et des photos proviennent eux aussi des magasins Emmaüs. Et l'accrochage lui-même participe de la narration souterraine, obligeant l'œil à s'y reprendre à deux fois, à s'approcher de ce mini-téléviseur auquel jamais nous n'aurions prêté attention, et qui diffuse un autre film.

Dedans, les employés d'Emmaüs jouent à dormir, sur les différents canapés remis dans l'entrepôt, rêvant peut-être d'être les sujets d'une exposition étrange qui les placeraient en personnages principaux d'une grande farce.

Crépon. Il fallait bien que Pauline Bastard atterrisse un jour là-bas, chez Emmaüs, ou sur un vide-grenier, elle qui semble triturer cette notion de «seconde main» de mille et une façons. Derrière chacun de ses projets, une nouvelle manière de «se faire passer pour» avec les moyens du bord. Par exemple, *Libé* avait pu vanter son film qui faisait jouer à l'oreillette, à des quidams, les discours des candidats à la précé-

dente présidentielle. Aujourd'hui, dans la dernière salle de l'expo, on peut admirer celui sur les JO de seconde main, dans lequel des personnes lambda rejouent les cérémonies d'ouverture avec du papier crépon, dans des gymnases génériques ou dans le stade d'Athènes abandonné après que la ville y a accueilli des épreuves olympiques. L'original et sa copie. Le rôle social et ses masques un peu pourris. Décidément, sous son regard, l'art du théâtre donne toute sa fantaisie.

ÉVE BEAUVALLET

BONNE JOURNÉE
de PAULINE BASTARD
jusqu'au 26 octobre
à la galerie 22,48 m²,
Romainville.



Musée précaire Albinet, le carton de Thomas Hirschhorn

Retour sur la création éphémère et visionnaire du plasticien suisse à Aubervilliers, installée en 2004 et qui bénéficie d'une «célébration critique» à l'occasion des journées du patrimoine samedi.

Né il y a vingt ans dans le quartier du Landy, au pied d'une barre HLM d'Aubervilliers, le Musée précaire Albinet ressemblait à un petit miracle, bricolé de toutes pièces mais abritant parmi les plus grands chefs-d'œuvre de l'histoire de l'art. Samedi, cet ovni – considéré par Jeanne Brun, la directrice adjointe des collections du Centre Pompidou, partenaire clé du projet, comme «l'une des œuvres les plus emblématiques de ce début de XXI^e siècle» – fera l'objet d'une «célébration critique» sous la forme de témoignages, de festivités et d'une présentation exceptionnelle du *Carré noir* de Malevitch. Une invitation à retourner sur les lieux du crime – désormais un terrain de foot – où il ne subsiste évidemment plus de traces matérielles du musée en carton qui abrita pendant huit semaines des œuvres majeures issues des collections de Pompidou, mais quantité de souvenirs, une écume de bonnes pratiques et d'autres effets collatéraux à retardement. Car «c'est une œuvre autour d'un objet réflexif sur ce qu'est qu'une œuvre, entre son



En 2004 à Aubervilliers. PHOTO DR

auteur et ceux qui la regardent», précise humblement Jeanne Brun. Bref rappel des faits : en 2004, Thomas Hirschhorn, dont le *Deleuze Monument* fait de bric et de broc mais cousu d'intensité plastique parce que politique (ou politique parce que plastique) avait marqué les esprits, est sollicité par Yvane Chapuis, la codirectrice des Labos d'Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis, où il a son atelier. «Je veux construire une œuvre au pied d'une barre d'immeuble, un projet pour mes voisins», assume Hirschhorn qui réussit le tour de force de mettre autour de la table quatre entités aux logiques pas forcément

raccord (1) : des artistes, des travailleurs sociaux, le centre d'art les Laboratoires d'Aubervilliers, affranchi du modèle muséologique du *white cube*, et Beaubourg. Ce dernier accepte, loin des conditions de sécurité habituelles, de prêter des chefs-d'œuvre de sa collection : des piliers de l'art moderne et contemporain aux valeurs d'assurance exorbitantes signés Duchamp, Warhol, Mondrian ou Dalí. Mais aussi un Joseph Beuys, à qui Hirschhorn emprunte l'idée de «sculpture sociale» selon laquelle l'art peut exister en dehors de son écrin et qui fait de l'artiste un sculpteur du champ social.

À l'époque déjà, Hirschhorn croyait dur comme fer au pouvoir de l'art contre la culture. «Je ne suis pas un travailleur social», martelait-il, malgré l'insertion impeccable de son projet au cœur de la cité, drainant durant huit semaines des dizaines d'enfants, adolescents et adultes au sein des expositions temporaires mais aussi des ateliers d'écriture menés par Camille Laurens, Christophe Fiat ou Lydie Salvayre, ou bien tous les dimanches, autour d'un festin préparé par les habitants. Spectateurs autant qu'acteurs, avec parmi eux une douzaine d'adolescents, formés dans les ateliers du centre Pompidou, qui participent à la construction du musée, au conditionnement des œuvres et à leur accrochage. L'un d'entre eux, Xavier Isala, est devenu régisseur principal des réserves de transit de Beaubourg. Avec le Musée précaire Albinet qui entérine avec vingt ans d'avance le tournant social de l'art et prend au pied de la lettre les notions aujourd'hui si courues d'hospitalité et de soin, il s'agit aussi de déconstruire l'idée du musée souvent réduite à sa seule fonction de conservation.

CLAIRE MOULÈNE

(1) Le Musée précaire Albinet de Thomas Hirschhorn (éd. Xavier Barral) retrace formidablement cette aventure.

20 ANS DU MUSÉE PRÉCAIRE ALBINET
samedi de 10 heures à 22 heures au City
Stade d'Aubervilliers (93300).

La force est avec elle

Daisy Ridley L'actrice britannique, saluée au festival de Deauville, prend le temps de souffler avant le prochain épisode de la saga «Star Wars».



De quoi peut-on encore rêver, quand on a tuteuré les étoiles à seulement 21 ans ? L'histoire de Daisy Ridley est celle d'une comète, propulsée à la vitesse de l'éclair dans la galaxie des poids lourds. En 2014, la jeune comédienne enchaîne les petits rôles dans des séries télé outre-Manche pour tenter de se faire une place dans le métier. Pour gagner sa vie, elle multiplie les petits boulots. Au point qu'il lui faut prendre un temps pour tous se les remémorer. Fixant la bourrasque de vent dehors, elle égrène : serveuse dans des pubs, hôtesse dans l'événementiel, chargée du pliage dans une boutique Abercrombie and Fitch... Avec malice : «J'ai même été un elfe dans un centre commercial qui organisait des chasses au trésor pour les enfants ! Mais, ensuite, j'ai été promise princesse». Et puis la jeune inconnue du grand public, aux faux airs de Keira Knightley, est choisie pour incarner, en 2015, Rey dans *Star Wars épisode VII : le réveil de la force*, aux côtés de Harrison Ford et d'Adam Driver. En une dizaine de jours, l'opus de la célèbre saga bat des records, et devient le film le plus rapide de l'histoire à franchir

le milliard de dollars de recettes, lançant sa carrière. «C'était d'incroyables débuts». Pas question pour autant de se reposer sur ses lauriers : «J'ai toujours voulu être actrice, alors même si j'étais très heureuse d'avoir ce rôle, je n'ai jamais cessé de me demander ce que je pouvais faire ensuite dans ma carrière. Même onze ans plus tard, c'est encore comme ça.» Aussi en

LE PORTRAIT

orbite soit-elle désormais, il se dégage de sa longue silhouette, perchée sur de hauts talons immaculés, une impression d'humilité. Elle s'émerveille de la taille, délicate, de la luxueuse suite en bord de mer dans laquelle elle reçoit, comme si elle était encore surprise d'être là. Fredonne *Birds of a Feather*, de Billie Eilish, pendant la séance photo. Ces temps-ci, elle l'écoute en bouche. Ce jour-là, elle est de passage à Deauville, où elle se voit remettre le soir même le prix du Nouvel Hollywood par le festival du film américain, destiné à récompenser les étoiles montantes. «Ça semble complètement surréaliste. D'autant qu'il y a ici des gens que j'admire beaucoup, Natalie Portman ou Michael Douglas», observe-t-elle, se disant «honorée mais nerveuse».

Elle qui dit fuir le soleil salue la météo capricieuse et le léger crachin normand qui, s'amuse-t-elle, lui rappellent Londres. Elle y est née (dans le quartier de Westminster) et y vit toujours. Elle se sent britannique, «bien sûr». Son accent la trahirait, de toute façon. Fille d'un photographe et d'une mère dans la pub pour la chaîne Channel 4, elle est la benjamine d'une fratrie de trois. L'une de ses sœurs est praticienne en reiki (une technique de méditation), l'autre bosse dans la production, après avoir été mannequin. Elle salue ses parents, «des créatifs, qui ont toujours soutenu chacune de nous». Elle pense devoir sa vocation à une prof de théâtre, «géniale», qui lui en a donné le goût, à l'école. Au point de se faire scolariser en internat à la Tring Park School for the Performing Arts, un établissement spécialisé. A la sortie, tout juste majeure, elle part voyager six mois. Australie, Nouvelle-Zélande, Fidji, Indonésie : «le chemin classique». Elle ne passera que quelques mois à la fac, avant de se décider à oser tenter sa chance dans la comédie, sans trop savoir comment s'y prendre. «Je ne savais même pas comment trouver un agent!»

Elles sont loin, ses premières auditions. Elle a été à l'affiche de deux longs métrages cette année : la *Vie rêvée de Miss Fran* et *Face à la mer : l'histoire de Trudy Ederle*. Vient de boucler le tournage d'un troisième en Australie : une histoire de zombies qu'elle présente comme

une «méditation sur le deuil». Et prépare, pour l'automne, la sortie de *Magpie*, un thriller dont elle a eu l'idée. Son mari, Tom Bateman, avec qui elle le coproduit, en signe le scénario. Longtemps, elle a tenté de garder la plus privée possible son histoire avec son époux, rencontré sur le tournage du *Crime de l'Orient-Express* (2017). Elle n'est pas du genre à se répandre sur les réseaux sociaux, qu'elle a plusieurs fois quittés, pour préserver sa santé mentale. «Maintenant que nous avons fait un film ensemble, j'imagine que je vais beaucoup parler de lui», s'amuse-t-elle. Elle le fait en des termes laudateurs : «Ce mariage heureux m'a aidée, étrangement, sur le plan professionnel. J'ai un tel ancrage, de solidarité et d'amour à la maison, que je me sens moins inquiète si j'essaie des choses.» Elle s'apprête à remplir dans le prochain *Star Wars*, dont le tournage devrait commencer l'an prochain. «Là, je me repose», tranche-t-elle, évoquant son été socialement chargé, fait de «quatre mariages et un enterrement, comme dans le film».

Pour la première fois, le futur opus de *Star Wars* sera réalisé par une femme, Sharmeen Obaid-Chinoy. Il aura fallu attendre près de cinquante ans. «C'est juste plus dur pour les femmes, malheureusement. On n'est pas parvenu à l'égalité sur bien des points. Il semblerait que les JO soient le seul événement sportif dans le monde à être complètement à parité. Ce qui veut tout dire.» Pour incarner la nageuse Gertrude Ederle, première femme à traverser la Manche à la nage en 1926, elle s'est entraînée des mois durant aux côtés de la médaillée olympique britannique Siobhan-Marie O'Connor. Elle dit avoir adoré jouer «des femmes qui ont différentes palettes de forces», se revendique féministe sans hésiter : «Je ne sais pas comment on peut espérer atteindre l'égalité et ne pas l'être !» A plusieurs reprises, elle s'est ouverte à la presse de ses pépins de santé (elle souffre d'endométriose et d'un problème de thyroïde), sans anticiper qu'elle recevrait autant de messages d'inconnues. Passé ce vertige, elle espère avoir aidé celles qui, trop souvent, ne sont pas prises au sérieux par les médecins.

Comme de coutume, on la questionne sur ses opinions politiques, ce qui semble la surprendre, mais elle s'y prête de bonne grâce : «C'est français peut-être. J'ai fait une émission télé ici l'an dernier, et on m'a demandé ce que je pensais de cette vidéo d'Emmanuel Macron en train de faire de la boxe. Ça me paraissait fou.» Elle qui a mal vécu le Brexit et les divisions qui l'ont précédé se dit contente que son pays prenne une «nouvelle direction» avec l'arrivée d'un Premier ministre travailliste. Cet été, entre deux livres dévorés, sa grande passion, elle s'est régalaée des JO à la télé, en particulier des épreuves aquatiques (plongeon et natage synchronisée en tête). Quand on lui demande si elle continue de nager, elle répond, en français : «Mais non». Ajoute : «J'ai beaucoup repoussé mes limites physiquement. A présent, à la piscine, j'aime juste me laisser flotter.»

Par **VIRGINIE BALLET**
Photo **CAMILLE MCOUAT**